NATIONAL Hebdo

ISSN 076-8972 - M 2311 - France : 17 FF - N° 365 - Semaine du 18 au 24 juillet 1991

MITTERRAND OUI AU VOTE DES IMMIGRÉS !

LE RÉSEAU TAPIE 2e ÉPISODE



En vacances dans le Gard... "LES BEURS" ont tout cassé !

M2311 - 365 - 17,00 F

Belgique : 110 F - Suisse : 4,50 FS - Grèce : 480 Dr. - USA : $ 3,75 - Italie : 4 100 Lires - Espagne : 358 Pts - Canada : $ 4,50

ROLAND GAUCHER

Edito

La PROVOCATION

"Nique ta mère", c'est le nom d'un groupe rock qui bénéficie de la protection de **Jack Lang**, le ministre très particulier de la Culture. Comme ce citoyen est toujours ministre, on peut en déduire que les penchants qu'il manifeste à l'égard des "Nique ta mère" n'offusquent point le chef de l'Etat.

Les propos qu'a tenus **Mitterrand** à l'occasion de la *garden party* du 14 Juillet, confirment en tous points cette estimation.

Quand **Edith Cresson** parla de charters, 63 % des téléspectateurs exprimèrent leur approbation, alors que la cote du Premier ministre était au plus bas.

Parmi eux, il y avait sans doute des électeurs communistes et socialistes. Mais on peut présumer qu'aucun d'eux n'appartenait aux cadres du PS ou du PCF, et n'était membre ni du MRAP, ni de la Ligue des Droits de l'Homme, ni de SOS-Racisme, toutes associations qui exprimèrent au plus vite leur émois.

En définitive, ce sont ces associations qui ont eu gain de cause auprès du président de la République. Sans doute, il a couvert de fleurs Edith Cresson. Mais ce fut pour mieux expédier aux oubliettes les charters, et pour exalter la loi **Joxe** sur l'expulsion des clandestins, au détriment de la loi **Pasqua**.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Oh ! une chose fort simple : on ne touchera pratiquement pas aux clandestins. Ceux-ci continueront à bénéficier d'une loi conçue en réalité — le nom de son auteur est une caution suffisante — pour les protéger. On cherchera peut-être chicane aux employeurs qui privilégient ce personnel — ceux du Bâtiment plutôt que ceux du Textile. Mais le nombre des immigrés clandestins ne fera que croître.

C'est tellement évident que même **André Lajoinie** dans *L'Humanité* de lundi souligne que le chef de l'Etat « n'a pas repoussé catégoriquement l'arrivée de nouveaux immigrés, en fonction de la demande patronale. »

Nous avons donc, à présent, la quasi-certitude que non seulement le président de la République ne fera rien contre l'immigration clandestine, mais qu'il est sans doute disposé à accepter chez nous de nouveaux contingents d'immigrés. **Ceci, en dépit du nombre croissant de chômeurs au sein de la population française**.

Ces seuls facteurs mènent à une situation explosive. On peut faire beaucoup de critiques au chef de l'Etat, sauf le prendre pour un aveugle ou un imbécile.

Que dans de telles conditions, le même personnage en vienne à évoquer, avec une lourde insistance, **l'éventualité du droit de vote pour les étrangers**, constitue une **réelle provocation**. Les clandestins ne partiront pas. De nouveaux immigrés seront probablement accueillis au détriment des travailleurs français. Et Mitterrand se propose de recruter de nouvelles catégories d'électeurs chez les immigrés.

Ce qui est certainement possible avec les **naturalisations intensives**, dès maintenant.

Le chef de l'Etat a tenu ces propos, alors qu'il avait perçu sur son passage, le 14 Juillet, et les huées et les coups de sifflets, et les clameurs anti-Joxe à proximité de l'Elysée. Il sait sans nul doute — chaque partielle le démontre —, que la majorité des citoyens de ce pays lui est profondément hostile. Il connaît mieux que nous l'état des violences perpétrées par des bandes, l'aggravation de l'insécurité dans des zones qui échappent désormais à tout contrôle. Il sait que l'été risque d'être lourd et que la rentrée sur le plan social sera brûlante.

Que veut-il ? Où va-t-il ? Je ne suis pas en mesure de répondre à ces questions.

Je sais simplement, avec certitude, que désormais le chef de l'Etat est l'avocat numéro un des étrangers.

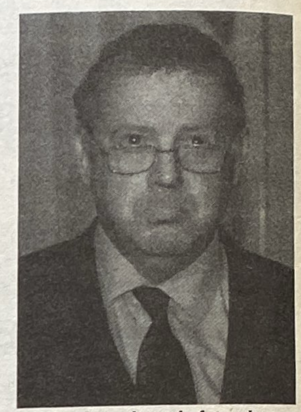
Et l'ennemi numéro un des Français.

R.G.

VILLA MÉDECIN

CHARASSE PERSISTE ET SIGNE

Le personnage vient de nous faire connaître une nouvelle facette de sa personnalité : il est têtu. « Lou Soubran », la villa de **Jacques Médecin**, sur les hauteurs de Nice, est en passe de devenir une résidence officielle de l'Etat pour recevoir ses hôtes de prestige sur la Côte d'Azur. L'Etat s'est en effet porté acquéreur pour 7,51 millions de francs lors d'une mise en vente aux enchères publiques, la semaine dernière. Depuis cette date, il reste dix jours à un éventuel surenchérisseur pour se faire connaître auprès du greffe du tribunal d'instance.



Charasse: l'art de faire de bonnes affaires

« Lou Soubran » avait été mise en vente une première fois le 21 mars dernier, mais n'avait pas trouvé acquéreur.

Charasse, le fort en gueule, avait proposé, au nom de l'Etat, la somme de 13,2 MF, jugée non conforme par la chambre des criées. Une telle surenchère n'étant possible, avait estimé le tribunal que si un bien immobilier a été précédemment adjugé. Ce qui n'était pas le cas. Et cela, Charasse, plus ministre de nos portefeuilles que du Budget, ne le savait pas. C'est dire sa compétence !

Me **Charles-Henri Lambert**, l'avocat de Jacques Médecin, a immédiatement dénoncé, à juste raison, « une véritable situation de spoliation », soulignant que « l'Etat venait d'obtenir à vil prix un bien que les services du ministre du Budget, Michel Charasse, avaient eux-mêmes évalué entre 12 et 15 millions de francs. »

Pour Me Lambert, la première surenchère « fracassante et nulle » de Charasse était « une manœuvre qui a abouti à geler les éventuels acquéreurs. **Elle les a conduits à considérer qu'ils ne pouvaient jouer le jeu prévu par la loi, sans encourir les foudres du ministre du Budget car ils savent quels moyens fiscaux il peut utiliser** ».

Pierre DÉMARET.

QUELLES RÉGIONALES ?

Bizarre, l'intervention de **Mitterrand** concernant le futur mode de scrutin des cantonales et des régionales : diction hésitante, voulue ou simulée, au service de propos confus.

Le chef de l'Etat annonce qu'il pourrait bien faire modifier par l'Assemblée un scrutin départemental à la proportionnelle et le faire remplacer par un scrutin régional, majoritaire. Ce serait possible, selon lui, quinze jours avant ces élections.

Oui, mais le parti communiste est contre. Il vient de le signifier dans *L'Humanité* de lundi, par la bouche de **Lajoinie**. Cela se conçoit. Le PCF, qui est en perte de vitesse, serait laminé par un scrutin majoritaire.

On dit que les barristes, voire quelques autres députés UDF, seraient prêts à soutenir cette initiative. Il est peu probable toutefois, que cela suffise à la chère **Edith** pour s'assurer la majorité.

Dans ces conditions, est-ce que l'échec gouvernemental ne servirait pas de prétexte au chef de l'Etat pour dissoudre l'Assemblée et pour provoquer des législatives anticipées ?

Sur quoi, d'autres font observer, qu'au début de l'année 1992, il est très douteux que la situation électorale des socialistes se soit beaucoup améliorée.

On en est là.Les propos ambigus du président de la République permettent seulement de formuler un diagnostic : celui de la décrépitude de l'Etat socialiste.

En vacances dans le Gard...

LES "BEURS" METTENT A SAC L'AUBERGE DE JEUNESSE

Expédier les voyous des villes à la campagne, telle était, en substance, l'une des idées maîtresses du plan « d'urgence » décrété par le gouvernement **Cresson** pour tenter de faire baisser la température dans les banlieues dites "à problèmes".

Bien qu'à peine entamée, cette dixième opération "anti-été chaud" a déjà donné lieu à une rencontre "fracassante" entre dix adolescents (moyenne d'âge 14 ans) de Vaulx-en-Velin — ex-cité phare de l'intégration — et les 200 habitants du hameau de Lalevade, dans le Gard. Une expérience qui a tourné court, puisque, le séjour des dix jeunes sélectionnés (exclusivement beurs) ont été rapatriés en catastrophe au bout de seulement trois jours, au lieu d'une semaine comme il était initialement prévu. Un séjour bref, mais dense, tout du moins si l'on croit le responsable de l'Auberge de jeunesse qui a accueilli les jeunes exlus. En vingt-cinq ans de carrière consacrée à l'œuvre sociale, rapporte *Le Midi Libre* du 12 juillet, M. **Louis Girard**, président de l'Auberge de jeunesse de Lalevade, n'avait « *jamais vu ça* ». « ***Tous ces jeunes relèvent de la pathologie. Les envoyer au grand air quelques jours ne résoud rien et met en danger l'équilibre et la sécurité publics. Ils étaient à peine arrivés que lits et matelas passaient par les fenêtres. Ils jetaient des cailloux sur les gens et les voitures.***

Ils crachaient sur ceux qui osaient afficher une quelconque résistance.»

Et, Louis Girard de poursuivre : « ***Le matériel de camping et d'activités sportives (vélos tous terrains et bateaux) que l'auberge venait d'acheter a été sauvagement endommagé. Bref, nous recevons de nombreux jeunes de Centres sociaux de Marseille et de Montpellier — en un an, nous en avons vus passer 1 700 — nous n'avons jamais rencontré pareille ignominie*** »



De drôles de "chahuteurs"

Un simple "chahut"

Ignominie. Un jugement particulièrement sévère, d'autant plus qu'il émane d'un professionnel du secteur social, confronté onze mois par an à des cas réputés "difficiles". Une expérience des "jeunes" qui conduit immédiatement le directeur du centre à prévenir toute accusation de racisme en déclarant : « ***et qu'on ne m'accuse pas de racisme, mon fils s'appelle Karim*** » s'indigne-t-il.

Pour l'instant, cette crainte ne s'est pas (encore) justifiée. Du côté de l'encadrement, l'un des moniteurs, M. **Khémissi Djataou** s'est borné à minimiser les dégats occasionnés (28 000 F, selon le directeur du centre).

Selon Djataou « ***ce qui s'est passé tient d'un chahut d'écoliers*** ». Le véritable problème, explique-t-il à nos confrères du *Figaro*, relève d'un « malentendu ».

« ***Dès le départ, il y a eu malentendu. Ni l'aubergiste, ni nous, ne nous attentions à rencontrer une telle situation. Nous n'avions pas vérifié où on allait se trouver. Il n'était pas prévu que ce qui est habituel au Mas du Taureau peut perturber un village dont la moyenne d'âge des habitants doit être de quatre-vingt ans*** ».

On le constate, ce qui pour l'un est un chahut est pour l'autre une ignominie qui relève de la pathologie.

Le pire (une fois n'est pas coutume) c'est que c'est probablement Khémissi Djataou qui est dans le vrai. Les jeunes se sont plutôt bien tenus par rapport à l'habitude...

Une incompréhension, explique l'éducateur, qui fait que les jeunes « ***sont rentrés la haine dans le cœur*** ».

Gare à la rentrée...

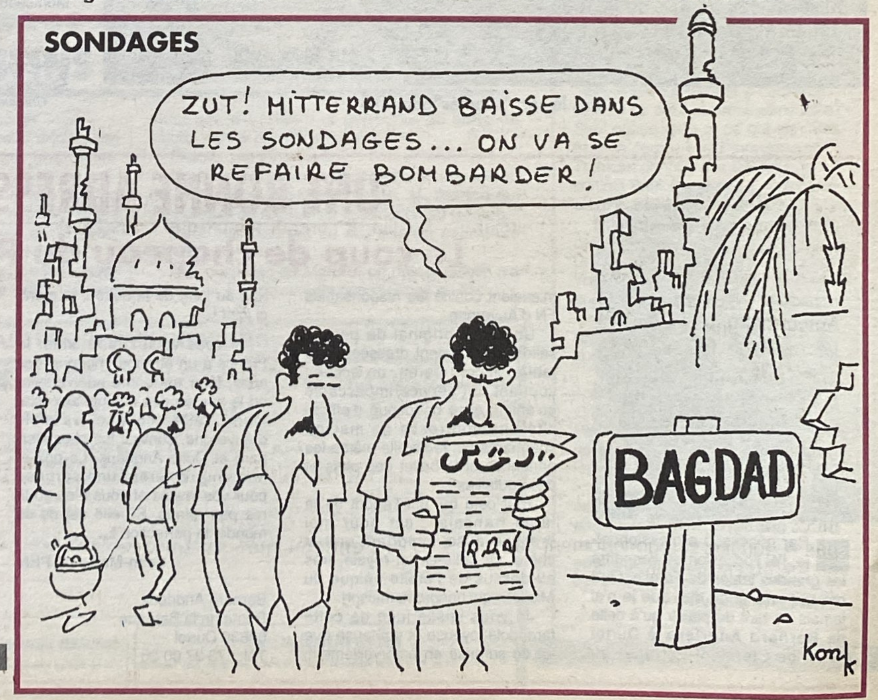
POUR GUÉRIR DE LA BANLIEUE

Quand revient l'été, le mal des banlieues se fait plus aigu. Comme ses frères le mal de l'air ou le mal de mer, il chavire les coeurs, brouille les âmes et fait monter les larmes aux yeux. Il est temps alors de changer d'air, d'aller voir ailleurs si l'on y respire mieux ; temps surtout de chercher le soleil loin au-delà des toits.

C'est pourquoi **Louis Bayeurte**, maire communiste de Fontenay-sous-Bois (Val de Marne), proche de ses administrés et soucieux de leur santé (comme disent les prospectus), organise depuis 5 ans maintenant des "colonies sanitaires" pour les adolescents de sa ville. Le prix en est modique : 2 700 F pour 3 semaines, et la villégiature judicieusement choisie puisque située à 80 km seulement de... Tchernobyl !

Il paraît que pour l'idéologie, c'est plus sain que la campagne française. Quant au climat, Monsieur le maire n'y voit rien à redire. A moins bien sûr, mais je n'ose y songer, qu'il n'ait trouvé dans ces "camps sanitaires" une solution efficace au problème des banlieues...

SONDAGES



JOXE POURSUIT LE CAJ



Le CAJ veut mettre Joxe en cage

Dimanche dernier, pour le défilé militaire, c'est plus de 3 000 patriotes et nationaux français qui avaient répondu à l'appel du Comité Anti-Joxe et qui, après avoir assisté à la revue militaire, se rassemblaient autour de **Michel Collinot** et **Roland Gaucher**, devant le Théâtre Marigny.

Ce défilé, où devaient descendre les troupes de la division Daguet, commençait mal pour le président de la République, copieusement sifflé sur tout le long du parcours, sifflets qui n'étaient couverts que par le son d'un hélicoptère qui survolait sa voiture. Dès 11 h 50, à la fin du défilé, les cris fusent tout autour du Théâtre Marigny, situé au dos des jardins de l'Elysée. A midi 20, la CRS 4 entourait quatorze manifestants parmi lesquels Michel Collinot, Roland Gaucher et notre confrère **ADG** de *Minute*, qui est aussi l'un des militants les plus chevronnés de la Nouvelle-Calédonie française. « Mitterrand fous l'camp», « Joxe trahison - Joxe démission » étaient les slogans les plus prononcés avec, à l'arrivée des participants de la *garden party*, « les ripoux à l'Elysée ».

A 12 h 25, tandis que nos amis étaient dirigés sur le commissariat du Grand Palais, Joxe rentrait sous les huées de la foule dans les jardins de l'Elysée après avoir lui-même, entouré par deux préfets, donné l'ordre d'arrêter nos amis, de son téléphone de voiture stationnée en face du Théâtre Marigny. Joxe donne donc encore des ordres à la police, comme s'il était toujours ministre de l'Intérieur...

Parmi les interpellés, on remarquait aussi la présence de **Roger Garnero**, responsable du canton de Brétigny-sur-Orge du FN et d'**Emile Yvetot**, vendeur émérite de *NH* sur les places du Poteau et des Abesses dans le 18e arrondissement.

Le 11 juillet, Joxe avait décidé de contre-attaquer en annonçant la poursuite judiciaire qu'il intentait aux cinq dirigeants du CAJ, qui sont aussi des responsables du Front Naitonal à savoir Michel Collinot, Roland Gaucher, **Serge Martinez**, **Pierre Durand** et **Roger Holeindre** pour « diffamation publique ».

Le président du CAJ devait, vendredi dernier, répondre au ministre de la Défense nationale, à Montceau-les-Mines où **Carl Lang** était venu annoncer qu'il serait la tête de liste FN aux régionales en Saône-et-Loire, avec pour second son ami **Jean Coupat**, secrétaire départemental.



Dans le car, "shootés"par ADG

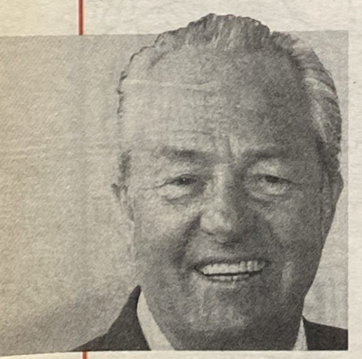
Michel Collinot
« Je suis le seul auteur de la pétition et j'entends me battre face à face avec Joxe »

« M. Joxe, qui sort de l'ombre, ce dont je me félicite, a commis sa première erreur en attaquant nos quatre amis Gaucher, Martinez, Holeindre et Durand. Je suis le seul responsable et éditeur de la pétition. La bataille contre Joxe ne fait que commencer, car celui-ci a bien trahi par deux fois son pays. Une première fois dans l'affaire du *Rainbow Warrior*, une seconde en Corse, où ses amitiés et ses relations avec les terroristes de l'ex-FLNC sont connues de tous. » Et d'annoncer le maintien de la pétition avec pour objectif l'obtention d'un million de signatures d'ici fin 1991 : « Nous devrons tout faire — conclut-il — pour traduire en Haute Cour l'agent marxiste-léniniste Joxe » tout en lançant un nouvel appel financier* pour soutenir la propagande du CAJ, qui organisera fin septembre une Mutualité à Paris (où Joxe entend devenir tête de liste) et une marche nationale sur Montceau-les-Mines fin octobre.

M.C.

** CAJ : Michel Collinot 40 rue de Bourgogne 71300 Montceau-les-Mines. Tél. 85 58 22 38. Chèques à l'ordre de Mme Teuillet-Lapeyre.*

UNE BONNE ADRESSE...
Le coup de chapeau du Président



Par nécessité professionnelle, j'ai l'occasion de connaître les grandes tables de France. Qu'il me soit permis de dire que je n'ai jamais eu tant de plaisir qu'à celle de **Bernard Andrieux** à Durtol (près de Clermont-Ferrand) où m'avaient convié les responsables FN d'Auvergne.

Un cadre original de petites salles, élégamment dressées, une table joliment parée, un accueil souriant, un service impeccable qu'anime avec beaucoup d'efficacité une maîtresse de maison charmante qui règle elle-même les annonces et le ballet des plats et des bouteilles.

Tout cela qui est l'esprit de la table française, est pour moi presque aussi important que la chère. Or celle-ci est royale, très au-dessus de l'étoile unique du *Michelin* qui honore la maison.

Je vous laisse juge de cette farandole joyeuse et goûteuse que fut de surprise en émerveillement, tout au long de la soirée, le menu ci joint !

Si vous voulez faire aimer la France à un étranger, honorer des amis, fêter un tendre anniversaire ou le succès des enfants aux examens, faites comme les amis d'Auvergne, conviez-les chez Bernard et Odile Andrieux. Le prix et le menu resteront une surprise pour vos invités et vous n'en sortirez pas ruinés. Si, elle est de ce monde, la perfection !...

Jean-Marie LE PEN

Bernard Andrieux
Route de la Baraque
63830 Durtol
Tél. : 73 37 00 26

Soupe de melon et
fraises des bois
Cocktail de trois légumes
Pêche en surprise et
petite brioche
Filet de rouget grillé et
croquette d'ail
Cuissot de lapin à la cochonaille
Les fromages d'ici et d'ailleurs
Craquelin glacé au chocolat
Croustillant aux fraises
et glace Grand Marnier
Petits fours

Vins
Champagne Bernard Andrieux
Savigny-lès-Beaunes 1987 Bize
Café

CONSEILS BOURSE

L'incertitude plane quant à la qualité de la reprise américaine qui s'amorce et par conséquent sur le redémarrage économique en France.

Après un premier trimestre très mauvais pour les entreprises, les résultats du premier semestre 1991 et les prévisions pour 1992 sont attendus avec impatience.

La Bourse espère un signe ! Il n'est pas évident qu'il puisse intervenir avant septembre. Quelques valeurs conservent toutefois un intérêt réel.

Achats possibles

- PINAULT (RM.). L'action se trouve à des cours d'achat même si 1991 n'est pas une bonne année.
- SIEMENS (RM étranger). Le groupe connaît une croissance accélérée : 11 % de hausse du chiffre d'affaires sur les huit premiers mois de l'exercice 1990-91 (44,5 milliards de DM).
- CEP COMMUNICATION (RM). Actionnaire à 50 % de FRANCE-LOISIRS, le groupe en dépit d'un début d'année difficile voit son avenir s'éclaircir. Achat de moyen terme.
- AU PRINTEMPS (RM). La vente de sa participation dans EUROMARCHE et VINIPRIX en juin lui a procuré des liquidités de 1,9 milliard de francs. Elles vont se retrouver dans les résultats.
- VALEO (RM). Les cours stagnent alors que les marchés à l'dxportation se portent bien.
- CASINO (RM). Excellente valeur de "trading" (aller et retour). Des désinvestissements pourraient réduire l'endettement.

Rester à l'écart

- SOMMER ALLIBERT (RM). Le bénéfice s'annonce en baisse d'environ 10 % sur 1991.
- CLUB MEDITERRANEE (RM). Le groupe ne s'est pas encore remis de la crise du Golfe. Les événements de Yougoslavie viennent encore de le contraindre à fermer deux villages. Il faut attendre des jours meilleurs.
- CREEKS (SM). Des résultats bien inférieurs aux prévisions; Une perte de 5,3 millions de francs est annoncée sur le semestre septembre 1990 à février 1991.

Georges LAURET

FROMAGE ET COPINAGE...

Marek Halter, nommé président de l'université de Moscou

En présence du recteur de la Sorbonne se déroulait, le 10 juillet dernier à Moscou, la séance de signatures marquant la création de "l'Université française de Moscou", qui doit ouvrir ses portes fin septembre. Comme toutes les universités, elle sera dotée d'un président. La surprise vient du candidat retenu pour occuper ce poste, puisque, apprend-on, il s'agit de l'inévitable Marek Halter, inlassable militant des Droits de l'Homme et du combat contre l'exclusion. Le titre de président d'université (dans notre pays) requiert, en principe, un minimum de passé universitaire et le candidat doit, normalement, être élu par ses pairs.

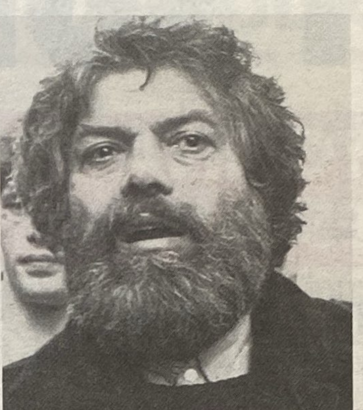
Du passé universitaire de Marek Halter, il ne subsiste que quelques gribouillis réalisés en 1968 lors de son passage à l'école des Beaux Arts, pompeusement intitulés ***La geste des barricades***. On aurait tort de rire, cette œuvre d'art lui ouvrira béante la porte des salons de la gauche caviar, mais également ceux de la droite cosmopolite. De madame **Fabius** à **Simone Veil**, on se dispute la mine tourmentée de l'intellectuel. En vingt ans, Marek Halter n'a pas manqué un défilé. Il est partout. Chili, Afrique du Sud, Salvador, SOS-Racisme, manif contre Le Pen : il les a tous faits.

Tout cela ne paye pas, bien sûr, la semelle de ses chaussures. C'est sans doute la raison pour laquelle Halter multiplie les instituts, les fondations et autres "centres d'études", auxquels l'Etat, la Mairie de Paris, ne manquent jamais de verser leur obole.

Entre deux défilés, Marek Halter trouvera toutefois le temps de signer un bestseller *La mémoire d'Abraham*, dont ses amis assurent qu'il a été écrit par un journaliste de *VSD*. Qu'importe, en janvier 1986, l'Université de la Sorbonne à Paris et le Centre universitaire juif Rachi ont consacré un mois (!!!) à Marek Halter autour du thème évoqué dans son livre : "le retour du judaïsme". « ***Cet événement*** (sic) ***a été placé sous le haut patronage du président de la République, François Mitterrand. Le comité d'honneur était composé du président du Sénat, du ministre de la Culture, du maire de Paris et du président de la communauté*** », précise la fiche biographique fournie par son éditeur, dans laquelle on peut lire encore que « ***les intellectuels et artistes juifs et non juifs les plus importants ont participé aux diverses manifestations qui se sont déroulées durant ce mois*** ».

Marek Halter n'est pas du genre à s'arrêter en si bon chemin et parce qu'« ***il croit profondément en l'avenir de l'Europe*** », il crée en 1982, en compagnie de Simone Veil, la Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture, dont il précise qu'en quatre ans d'activités, elle est devenue « ***l'une des voix les plus vivantes d'Europe*** ».

L'anti-racisme étant en perte de vitesse aujourd'hui, et l'Europe moribonde, c'est tout naturellement vers les nouveaux territoires de l'Est que notre parasite professionnel a jeté son dévolu.



« Charité business » bien ordonnée commence par soi-même...

Car, renseignement pris auprès des services de l'Education nationale, il nous est déclaré que « ***c'est Marek Halter qui a eu l'initiative du projet. Il a fait jouer ses relations personnelles avec le recteur de l'Académie de Moscou*** » et précise notre interlocuteur « ***il y a eu une rencontre entre Mitterrand et Gorbatchev à ce sujet pour la création d'un collège universitaire français au sein de l'Université d'Etat de Moscou*** ».

Vous avez suivi l'astuce ? Le cas Halter échappe donc aux procédures de nomination régies par l'Université française. Et notre interlocuteur de conclure, pince-sans-rire : « ***Pourquoi vous intéressez-vous à cela ? La personnalité de Marek Halter vous paraît-elle contestable ?*** »

En voilà une mauvaise langue...

E.L.

LES CLANDESTINS NE SE CACHENT PLUS

Un mari à charge... et à décharge

Désarmante de franchise, cette déclaration simplifiée de revenu, déposée par une contribuable algérienne.

Mme S. explique en effet que son mari algérien est entré en France, juste avant « *notre mariage* » célébré le **17 novembre 1990** (bien après donc, le bouclage des frontières par **Rocard-Joxe**).

Pauvre mari, explique madame, il est « ***entièrement à ma charge*** », puisque entré illégalement sur le territoire et dépourvu de carte de séjour, « ***il ne peut pas travailler*** ».

Encore une injustice !

Un cas d'exclusion à transmettre d'urgence au nouveau ministre de l'Intégration, M. **Bianco** qui s'empresse de régulariser la situation au quidam.

Peut-être pourrait-on en faire un secrétaire d'Etat...

A la décharge de Mme S. on notera qu'elle n'a pas essayé de dissimuler grand-chose au fisc...

AUTRES RENSEIGNEMENTS

(détail des sommes ou frais réels déduits sur option du salaire, demande d'étalement ou de report d'imposition, décomptes explicatifs de votre déclaration...)

Mon mari [illegible] Lakhdar ~~est~~ n'a pas d'activité professionnelle parce qu'il est de nationalité Algérienne et venu de rentrer en France juste avant notre mariage (17 Nov. 1990) et il est entièrement à ma charge puisqu'il n'a pas encore de carte de séjour et ne peut pas travailler donc je pense qu'il n'est pas nécessaire que j'établisse une autre déclaration puisque nous avons [illegible] revenu le mien.

SOUSCRIPTION DE LA DÉCLARATION POUR UNE AUTRE PERSONNE

Indiquez vos nom, prénom et adresse si vous souscrivez la déclaration au nom de la succession d'un contribuable, en cas de tutelle...

DÉMÉNAGEMENT EN 1991

Indiquez votre adresse actuelle si vous avez déménagé depuis le 1er janvier 1991.

COUSTEAU BOIT LE BOUILLON

Atteint sans doute par l'ivresse des profondeurs, Le commandant **Cousteau** est à court d'oxygène : après des pertes évaluées à 25 millions de francs pour l'année 1990, le Parc Océanique Cousteau vient de "démissionner" son illustre P.D.G., et s'apprête à fermer ses portes.

Si d'aucuns se demandent comment récupérer les 122 millions de francs engloutis dans l'aménagement des lieux, les banques, en revanche, se frottent les mains. Elles vont en effet hériter en paiement des 9 000 mètres carrés du Forum des Halles que la Mairie de Paris avait aimablement mis à la disposition de Cousteau, sur la base d'un loyer annuel de... 100 F. Durée du bail : 65 ans.

MALGRÉ BEATE KLARSFELD

TOUVIER EST LIBRE

Mme **Beate Klarsfeld** doit être déçue. Le jour de l'arrestation de **Paul Touvier**, elle avait déclaré :

— Je suis contente, Touvier mourra en prison.

Depuis jeudi dernier, Touvier n'est plus en prison. A 14 heures, la chambre d'accusation mettait fin à sa détention. « *Elle n'est plus nécessaire à la recherche de la vérité* », disait un des attendus de l'arrêt.

A 22 heures, Touvier quittait la prison de Fresnes allongé au fond d'une camionnette. Après trente ans de chasse à l'homme où il n'était pas le chasseur, et deux ans d'incarcération où il était l'incarcéré, il ne voulait pas montrer son visage amaigri, creusé par l'âge (76 ans), la maladie (le cancer), la fatigue et l'attente aux caméras des télévisions qui attendaient dehors.

Aujourd'hui Touvier est un homme libre. Enfin, presque libre... Il ne doit pas quitter Paris. Il lui faut se présenter une fois par semaine au commissariat de son quartier où les hommes de main de Mme **Fabius** et de M. **Jean-Pierre Pierre-Bloch** pourront l'attendre. Ni lui, ni les siens ne peuvent donner d'interview, ni écrire dans les journaux. Il leur a fallu trouver 60 000 francs de caution, ce qui n'est pas facile quand on est dans le dénuement permanent. Ce sont des restrictions qui comptent. Pourtant Touvier est avec les siens, sa femme et ses enfants qu'il peut remercier : ils sont les artisans du miracle avec Me **Jacques Trémolet de Villers**, son défenseur.

L'intelligence, l'opiniâtreté, le courage, le dévouement et le désintéressement de celui-ci furent admirables. Seul contre tous et ce qui semblait être la logique du système, Me Trémolet de Villers savait qu'un jour il sortirait Paul Touvier du complot judiciaire ourdi contre lui.

Pour comprendre les raisons de cette foi qui a déplacé des montagnes, il faut lire son livre : *Paul Touvier est innocent*. C'est le témoignage d'un homme qui découvre la vérité et se met à son service, et un témoignage accablant contre les accusateurs.

Vous pouvez vous le procurer en écrivant au siège de l'*Association Droit et Vérité*, 9 rue Chaigrin 75016 Paris. Ce livre de 128 pages, riche en documents, ne coûte que 80 F, franco.

Vous pouvez y ajouter une petite rallonge. Elle parviendra directement aux Touvier qui n'auront pas besoin de se creuser longtemps la cervelle pour savoir comment l'utiliser. Ils n'ont même pas le RMI.

François BRIGNEAU

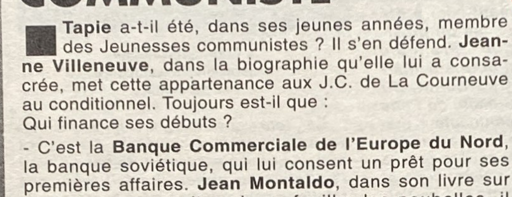
TOUT SUR LE TAPIE

SES (ÉTONNANTS) RÉSEAUX

LES DÉBUTS : LE RÉSEAU COMMUNISTE



Patron des métallos CGT. Les travailleurs licenciés par Tapie ne l'empêchaient pas de "banqueter" avec lui.



Tapie a-t-il été, dans ses jeunes années, membre des Jeunesses communistes ? Il s'en défend. **Jeanne Villeneuve**, dans la biographie qu'elle lui a consacrée, met cette appartenance aux J.C. de La Courneuve au conditionnel. Toujours est-il que :
Qui finance ses débuts ?

- C'est la **Banque Commerciale de l'Europe du Nord**, la banque soviétique, qui lui consent un prêt pour ses premières affaires. **Jean Montaldo**, dans son livre sur cette banque, avait eu beau fouiller les poubelles, il n'avait pas découvert ça...
Le lancement de Tapie dans le monde affaires a donc des origines soviétiques. Quand on a commencé ainsi, il est rare que le "lanceur" ne conserve pas quelques attaches.

- **René Le Guen**, membre du Bureau politique du PCF. Ce dernier soutient Tapie au moment du rachat de Manufrance, en 1980.
- **André Sainjon**, patron des métallos CGT. On le retrouve souvent attablé avec le *businessman* en 1987.

LE RÉSEAU BANCAIRE ET PATRONAL



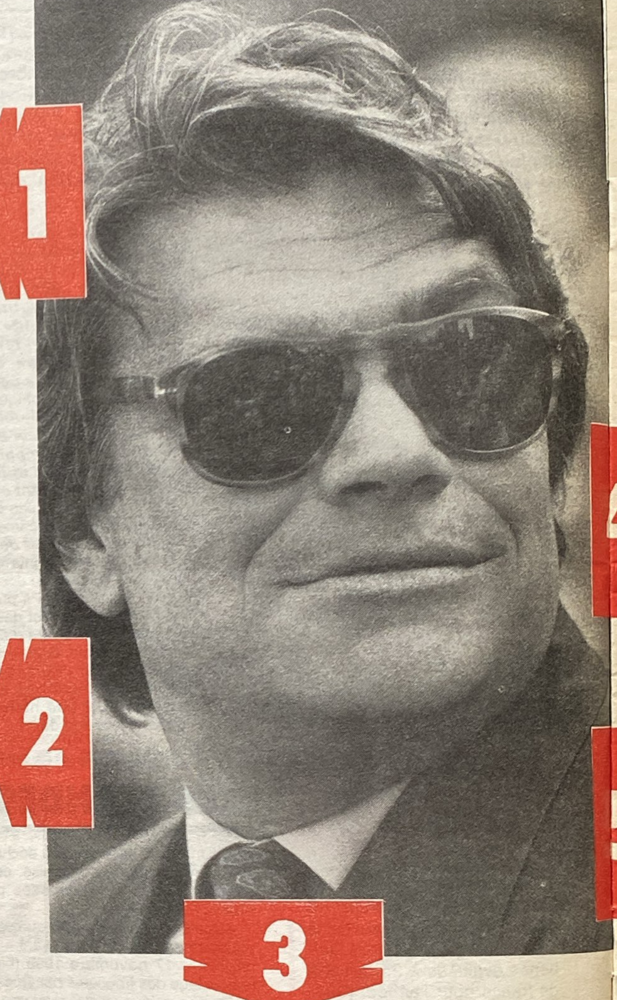
Un patron à la Tapie : plutôt bien avec les communistes.

Trois hommes vont apporter au jeune Bernard une aide sensible sur le plan financier :

- **Claude Colombani**, de la Société Fiduciaire de France. Auprès de lui, Tapie apprend toutes les combines des repreneurs d'entreprises.
- **Hubert Lafont**. C'est un des plus gros syndics de faillites. Donc, il en connaît toutes les ficelles. Quel expert ! Quel prof ! Quand on est bon élève, un maître pareil, ça vaut de l'or. Selon *Globe*, c'est Lafont qui offre *La Vie Claire* à Tapie, en 1980.
- **Pierre Despesailles**. C'est le plus important du trio. C'est le banquier de Tapie. Dès 1965, il dirige une filiale du Crédit Lyonnais : la Société de Banque Occidentale (S.D.B.O.). Depuis 1973, il finance tous les gros coups de Tapie. C'est lui, par exemple, qui a organisé le tour de table pour Adidas.

A ces hommes d'affaires, il faut ajouter :

- **Laurent Adamovicz**, homme de banque à Paribas, qui aurait eu l'idée du coup "Adidas", et un certain nombre de patrons :
- **Gilbert Trigano**. A noter que Trigano a eu longtemps (et possède peut-être toujours) de bonnes relations avec le Parti communiste.
- **Lucien Pfeiffer**, ancien président de l'Union de Banques à Paris.
- **Ambroise Roux**. Pas n'importe qui !



LE RÉSEAU MÉDIATIQUE

Laurent Carenzo, ex-journaliste au *Matin*. C'est le *"sparring partner"* de Tapie pour les émissions de TV.

- **Nicolas Crespelle**, ancien de *Profession Politique*, a été l'organisateur du premier *"show"* de Tapie au Palais des Congrès.
- **Jean-Louis Barloo**, député européen.

On trouve encore **Bernard Charles**, député MRG de Cahors et, surprise... **Alain Madelin**...

Surprise ? Après tout, pas tellement. Les deux hommes ont en commun d'être des ambitieux forcenés et d'avoir eu, l'un comme l'autre, des passés plutôt mouvementés.

Ajouter encore : **Maurice Szafran**, auteur d'un très intéressant ouvrage sur les juifs en France, qui organise pour Bernard de somptueux dîners ; **Guy Sitbon**, du *Nou-*

DEUXIÈME ÉPISODE

vel Obs ; **André Bercoff** ; **Jacques Seguela**.

Selon *Globe* :

*« C'est dans ce milieu qu'a germé, vers 1985, l'idée de faire de Bernard un "homme politique". La politique, il la frôle, dans un dîner à l'ambassade soviétique, en octobre 1985, sous les traits d'**Edmonde Charles-Roux**. Six mois plus tard, il préside aux destinées de l'OM, avec la bénédiction de **Gaston Defferre**. »*

A noter : à l'origine de la carrière du jeune affairiste Bernard, on trouve une banque soviétique. A l'origine de sa carrière politique, le lieu de rencontre d'où le coup part, c'est l'ambassade du Kremlin à Paris.

4 LE RÉSEAU ÉLYSÉEN

Tout commence avec un déjeuner entre Tapie et **Mitterrand**, le 23 avril 1988, déjeuner organisé par l'éminence grise **Jean-Louis Bianco**, fils d'un communiste italien en exil (doré).

A partir de l'Elysée, s'organise l'élection de Marseille, puis la prise en mains de l'Olympique de Marseille.

Entrent en action : **Yvan Levaï** (ex-d'**Anne Sinclair**) ; **Laurent Perpère**, directeur général du *Provençal* et du *Méridional* ; **Jean-Paul Huchon**, directeur du cabinet de Matignon.

5 LE RESTE DU RÉSEAU POLITIQUE

On peut citer **Pierre Bérégovoy**, **Guy Carcassonne**, et deux hommes proches conseillers de Mitterrand : **Jacques Pilhan** et **Gérard Collé**.

C'est ce réseau qui a branché Tapie sur les organisations antiracistes et le lancement du Forum civique. Projet qui a fait long feu.

Ça ne fait rien. Du côté du pouvoir, on continue à miser sur **le Tapie**.

Michel ROLAND

P.S. Nous ne saurions trop remercier la revue *Globe* (1) pour sa contribution gracieuse (et involontaire) à la confection de cet article.

(1) numéro de septembre 1990

TAPIE-BOYS

● Par l'intermédiaire de **Jean-Louis Levreau**, rédacteur en chef du Service des sports au *Provençal*, Tapie a recruté **Marc Fratoni** comme chauffeur-garde du corps, puis comme attaché parlementaire.

D'autre part, les clients du bar **"Skating"**, proche du stade de l'OM, sont devenus les colleurs d'affiche de Tapie. Certains d'entre eux ont agressé **Jean-Edern Hallier**.

Précisons que le patron du **"Skating"** est un ancien de la *French Connection*.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La Première Chambre du tribunal de grande instance de Paris a, par jugement du 19 juin 1991, condamné la Société National Hebdo, M. Roland Gaucher, directeur de la publication du journal *National Hebdo* et M. Eric LETTY, journaliste à *National Hebdo*, à payer la somme de 80 000 F à titre de dommages-intérêts pour avoir, dans un article paru dans le n° 333 de ce journal, des 6 au 12 décembre, publié des propos diffamatoires à l'égard de M. Bernard Tapie. »



Le socialisme c'est une chose.
Les affaires restent les affaires.

Dans une lettre que nous a adressée Me **Yves Baudelot**, avocat de **Tapie** (et accessoirement interpellateur du juge "cambrioleur" Thierry Jean-Pierre (dixit **Kiejman**), celui-ci indique que le tribunal a précisé que cette publication sera effectuée sous le titre "Publication judiciaire", en caractères gras de 1 centimètre et dans un encadré de 20 cm x 5 cm, hors de toute rubrique publicitaire, et que le même tribunal a, enfin, ordonné l'exécution provisoire du jugement en ce qui concerne cette publication.

La loi précise qu'une décision rendue par un tribunal ne peut être critiquée.

Nous nous conformons à cette prescription.

Et poursuivons notre enquête sur Tapie.

Tranquillement

R.G.

PHILÉAS FOGG

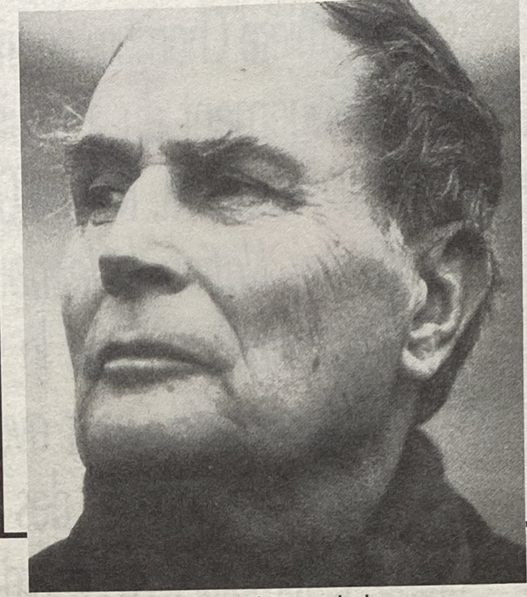
LA POLITIQUE DU PIRE

La dernière déclaration (fracassante) d'Edith Cresson sur les charters, sème la confusion et la consternation au sein du parti socialiste, dans les rangs de l'intelligentsia de gauche, mais aussi à Matignon et à l'Elysée où le désarroi est visible.

Nous avons la certitude que le drame des banlieues explosives va encore s'aggraver au cours des prochaines semaines et ce n'est certainement pas ce pauvre **Marchand** qui sera en mesure d'y faire face. Les chefs des différents services de police sont unanimes sur ce point.

La situation est grave. Il suffirait en effet que dans un même temps s'aggravent brusquement toutes les colères que nous voyons germer en ce moment, pour que le pays soit balayé par un vent auquel ne pourraient résister ni le gouvernement d'Edith Cresson, ni la gauche socialiste dans son ensemble, ni même le président de la République.

Valéry Giscard d'Estaing, constatant la gravité sans précédent de la crise politique, croit pouvoir affirmer qu'elle trouve ses racines dans l'épuisement du message socialiste et dans l'incapacité de l'équipe au pouvoir face au chômage et à l'immigration. Pas un instant il ne lui vient à l'idée que si cette crise est aussi grave, c'est aussi parce que l'opposition de la droite molle, celle dont il est l'un des chefs, est incapable de fournir une alternative crédible.



Mitterrand : il mise sur le chaos

La faillite de Cresson

Comme ce fut le cas dans notre histoire politique avec l'affaire **Dreyfus**, avec la chute du cabinet **Poincaré**, avec la défaite de 1940, nous vivons l'une de ces périodes où toute la classe politique, celle de droite comme celle de gauche, donne brusquement l'impression d'avoir épuisé le crédit que lui avait ouvert l'Histoire, qu'elle doit au plus vite passer la main et faire place à des hommes nouveaux.

A vrai dire, cette mauvaise passe n'a pas surpris **Mitterrand.** Il avait annoncé à ses proches que l'augmentation des cotisations de l'assurance maladie allait provoquer des remous dans les sondages d'opinion. En réalité, il ne fait ainsi que chercher des explications. La chute de 12 % d'Edith Cresson correspond à une condamnation formelle, non seulement en raison des gaffes accumulées par ladite dame, mais aussi parce que le citoyen, même lorsqu'il a voté socialiste dans le passé, se refuse à excuser le choix fait par le chef de l'Etat d'une femme incompétente et stupide. Le militant socialiste comprend ce choix encore moins qu'un autre, parce que tous les cadres de son parti sont unanimes à observer que les défauts de Mme Cresson étaient connus de tous et que Mitterrand en était parfaitement informé.

Faut-il croire alors qu'il pratique délibérément la politique du pire et qu'il mise sur la catastrophe ?

La dernière carte de Mitterrand

C'est l'avis de quelques hauts fonctionnaires, notamment au ministère de l'Intérieur. Ceux-là affirment entre eux (à voix basse) que Mitterrand joue à fond la carte d'une méchante explosion populaire dans les villes, la carte de troubles très graves à la faveur desquels il pourrait se présenter comme le sauveur suprême et réclamer des pouvoirs exceptionnels.

Il est l'homme à jouer cette partie dangereuse. Il n'est pas encore certain qu'il puisse la gagner.

Edith Cresson va devoir affronter les élections régionales et cantonales. Ce sera un échec grave pour le pouvoir socialiste. Il faudra donc changer de gouvernement au printemps. Le Premier ministre qui sera alors désigné — **Jacques Delors** ou **Roland Dumas** — sera celui des élections législatives.

Les conseillers élyséens sont unanimes à nous prédire que ce sera l'heure des promotions et des ralliements spectaculaires. Toutes les cartes secrètes que Mitterrand n'a pas voulu sortir de sa poche pour le gouvernement Cresson, il les présentera ce jour-là. Ce sera, à n'en pas douter, le dernier ministère de la période Mitterrand. Et, parce qu'il entend jouer ce jour-là les cartes maîtresses dont il croit encore disposer, il va lui falloir atteindre au bon moment les objectifs qu'il s'est fixés.

Si Mitterrand entend miser sur la politique du pire, l'instant dramatique interviendra sans aucun doute au printemps 1992 lorsque le moment sera venu de renvoyer sa chère Edith aux conjurations des salons bourgeois de Passy et d'Auteuil où elle a toujours trouvé dans le passé ses meilleurs supporters.

Quand elle y retournera, elle n'aura pas de mots assez sévères et de formules assez méchantes pour dénoncer les responsabilités de François Mitterrand dans ses échecs personnels.

Nous aurons droit en effet à de méchants réquisitoires d'Edith Cresson contre son président le jour où il la débarquera.

Il reste à savoir pour quelles raisons il aura imposé au pays cette femme qui ne pouvait rien lui apporter et dont il connaissait mieux que personne les limites et les défauts.

P.F.

● **André Lajoinie** — Un journaliste de la télévision demande au communiste André Lajoinie le prix d'une baguette de pain. Il ne le sait pas, et d'ailleurs, la question ne l'intéresse pas. Qui ne se souvient du scandale que provoqua **Valéry Giscard d'Estaing** le jour où un journaliste établit qu'il ignorait le prix d'un ticket de métro?

● **Edith Cresson** — On dit aujourd'hui dans les cabinets ministériels que l'ouverture en direction du PC se poursuit et qu'Edith Cresson n'est pas hostile à un retour des communistes dans le gouvernement. Cette fois, **Georges Marchais** lui-même se verrait offrir un portefeuille et il ne le refuserait pas. Ce serait en somme une prime de fin de carrière.

● **Danielle Mitterrand** — On savait déjà que Danielle Mitterrand n'aimait pas beaucoup **Edith Cresson** et qu'elle ne songeait pas à le cacher. Depuis les bagarres de Mantes-la-Jolie jusqu'à l'expulsion du Marocain **Diouri**, les incidents se sont multipliés entre les deux femmes. Jusqu'ici, **Mitterrand** a refusé d'arbitrer, mais ceux qui le connaissent bien assurent que Danielle finira par avoir raison. Comme toujours...

● **Roland Dumas** — Il est certain que le ministre Roland Dumas a voulu le rapprochement avec le gouvernement iranien des ayatollahs et a personnellement tout mis en œuvre pour le réaliser. Cette politique lui vaut de nombreuses inimitiés chez les élus socialistes, notamment chez ceux qui sont proches de la communauté juive.

● **Philippe Marchand** — On savait que Philippe Marchand devait son poste de ministre de l'Intérieur à l'amitié qui unit sa femme **Odette** à **Danielle Mitterrand**. Or, voici qu'à propos de l'affaire du Marocain **Diouri**, Danielle et Odette ont toutes les deux désavoué la décision du ministre. Furieuses, elles l'abandonnent à son sort et l'accusent de subir, place Beauvau, des influences néfastes.

● **Raymond Barre** — Après avoir manifesté en maintes circonstances le désir de se rapprocher de la majorité de gauche, Raymond Barre prend ses distances et fait savoir qu'il entend jusqu'à nouvel ordre conserver sa liberté de manœuvre. Il est facile de comprendre que l'effondrement de la popularité de **Mitterrand** n'est pas étranger à cette attitude prudente.

● **Jean-Louis Bianco** — C'est en plein accord avec **Edith Cresson** et avec Jean-Louis Bianco que le ministre de l'Intérieur **Philippe Marchand** étudie actuellement des mesures spectaculaires contre l'immigration clandestine. Les rapports des Renseignements généraux ont établi en effet que c'était dans toutes les régions le grand problème du moment et qu'une partie importante de l'électorat de gauche donnait raison sur ce point à **Jean-Marie Le Pen** et au Front National. En conséquence, Mitterrand a demandé au gouvernement de lâcher du lest.

JUPPÉ ...OU LA VICTOIRE DE L'ENNUI



Alain Juppé : ses amis le surnomment Amstrad...

Réélu triomphalement en avril Secrétaire général du RPR, Alain Juppé se rêve un avenir brillant. Ce fort en thèmes, énarque ennuyeux imprégné de valeurs de gauche, oublie sans doute qu'il rase ses électeurs et gonfle les Français. En fait, simple double de Chirac, il pourrait bien être la première victime d'un réveil des querelles internes du RPR.

Surprise, à la mi-avil, au Conseil national du RPR : **Charles Pasqua** enterre la hache de guerre et accorde un *satisfecit* au Secrétaire général Alain Juppé, qui se voit reconduit avec 94,8 % des suffrages. Nommé par Chirac à la tête du RPR après le revers sans précédent des présidentielles de 1988, Juppé a visiblement réussi à resserrer les rangs d'un mouvement déliquescent, en état de choc, et déchiré par les conflits d'intérêts et de personnes.

Cette victoire inattendue consacre la carrière politique d'un Juppé, qui s'evertue à être le premier partout depuis sa tendre enfance. Son parcours l'a mené sans faillir des prix du Concours général de français-latin, obtenus à 15 ans en 1961, jusqu'à l'Ecole normale supérieure, en passant par une agrégation de lettres classiques et Sciences-Po, pour parachever le tout par une place de 5e à l'ENA, promotion 1972.

Avec pour devise : « L'ambition est un devoir », le futur Secrétaire général du RPR choisit méthodiquement le parti qui lui semble offrir les possibilités de promotion les plus rapides.

C'est donc tout naturellement qu'il entre à 31 ans, en 1976, au cabinet de Jacques Chirac à Matignon. Remarqué, il devient dans la foulée le responsable des dossiers économiques à l'état-

« Pourquoi pas moi ? »

major du RPR. Une fonction qui l'amène, sous la cohabitation, au poste de ministre du Budget.

Parallèlement, Juppé se taille un fief bureaucratique au cœur de la mairie de Paris où, par l'entremise de son homme de confiance, **Jean-Michel Hubert**, il gère le pactole du budget de la capitale, soit plus de 25 milliards de francs.

Sûr de ses arrières, enorgueilli de ses récents succès, Juppé fait distiller par son service de presse que tous les espoirs lui sont permis. Répétant qu'obtenir la première place lui tient lieu d'habitude, il se croit promis aux plus hautes fonctions. Objet depuis peu dans les médias de nombreux entretiens et portraits, il murmure volontiers à ses proches, sur le mode **Léotard** : « Pourquoi pas moi ? »

Pour répondre par la négative à cette candide question, il lui suffirait de s'observer avec un minimum d'impartialité, et d'abord de reconnaître qu'il n'est visiblement pas doué pour les rapports humains.

En effet, si Juppé collectionne les diplômes, il souffre du travers des premiers de classe : un caractère aussi distant que froid, l'allure d'un technocrate nourri de statistiques.

Ce défaut, renforcé par un ton cassant et hautain, s'avère dans les combats électoraux rédhibitoire. Fils de propriétaire agricole des Landes, Juppé a réussi l'exploit en 1978 et 1979 d'apparaître en ce département du sud-ouest comme un parachuté parisien. L'état-major du RPR songe alors à le présenter dans une circonscription de la capitale gagnée d'avance. Las, Juppé qui avoue un profond dégoût pour les mains à serrer, les vieilles dames à embrasser et les tournées de bistrot, se voit en 1981 écarter du XVIIe arrondissement par un **Bernard Pons** quand même plus convivial. Ce n'est qu'en 1986 qu'il trouve chaussure à son pied avec le XVIIIe, où ses visites se limitent depuis lors à quelques baisers aux commerçantes de la place du Tertre.

Exaspérant ses électeurs, Alain Juppé insupporte tout autant ses collaborateurs et militants. Avec l'air de se demander pourquoi les autres ont encore quelque chose à dire lorsqu'il a fini de parler, il organise le RPR comme une grande administration. Plaçant à tous les postes des crânes d'œufs de son style, multipliant les interventions écrites genre copie de Sciences-Po, il coupe avec célérité le mouvement néo-gaulliste de sa base.

Un maniaque des chiffres

L'opération se révèle d'autant plus efficace que si les troupes du RPR s'affirment conservatrices et penchent vers la droite nationale, leur Secrétaire général est pétri de culture de gauche. Fondateur à l'ENA d'un syndicat autonome dans la mouvance CFDT, Juppé, influencé par sa très gauchiste épouse, est aujourd'hui l'habitué des salons de la gauche-caviar. A tu et à toi avec **Jack Lang**, **Serge Moati** ou **Roger Hanin**, il n'a pas de mots trop durs pour dénoncer **Jean-Marie Le Pen**. Depuis son arrivée à la tête du RPR, il se montre ainsi l'adversaire acharné des alliances locales avec le Front National.

Ce maniaque des chiffres, recrachant les données à la manière d'un ordinateur (ses amis l'appellent Amstrad), ne devrait en fait pas négliger le savoir populaire et notamment le vieux dicton : « Ne vends pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué ».

Persuadé que ses méthodes assurent son triomphe, Juppé oublie que sa situation est largement précaire. Il ne doit sa relative tranquillité à la direction du Rassemblement pour la République qu'à l'actuelle indifférence de Charles Pasqua. Le sénateur et président du Conseil général des Hauts-de-Seine entend pour l'heure ménager sa monture. La mise en sommeil de son courant et du club "Demain la France", en accord avec **Philippe Séguin**, ne constitue sans aucun doute qu'un intermède pour s'emparer de la présidence du Sénat ou de celle de la région Ile-de-France.

Que Pasqua juge le moment opportun et la révolte grondera de nouveau. Gageons que les "quadras" démissionnaires comme **Noir**, **Barzach** et **Carignon**, ou trublion interne comme **Devedjian**, ne seront pas en reste. Enfin, Juppé doit compter avec l'ambition de **Nicolas Sarkozy**, chargé de l'antenne présidentielle de Jacques Chirac, et la démesure d'**Edouard Balladur**. Lors de la dernière réunion du Bureau politique, Balladur a exigé le même temps de parole que Chirac et Juppé au meeting RPR du 16 juin à Bercy. Après avoir tempêté, le Secrétaire général a dû s'incliner. Ce coup d'éclat laisse présumer des lendemains difficiles.

Juppé serait donc bien inspiré de se pencher sur l'expérience de son prédécesseur **Jacques Toubon**. Enarque également et créature de Jacques Chirac à qui il devait tout, Toubon jouait comme lui les jeunes premiers. Sacrifié sur l'autel des erreurs d'un Chirac toujours aussi velléitaire que versatile, Toubon doit se contenter maintenant de sa mairie du XIIIe arrondissement.

Alain Juppé aurait intérêt à se trouver une charge municipale sur Paris, cela occupe en cas de disgrâce.

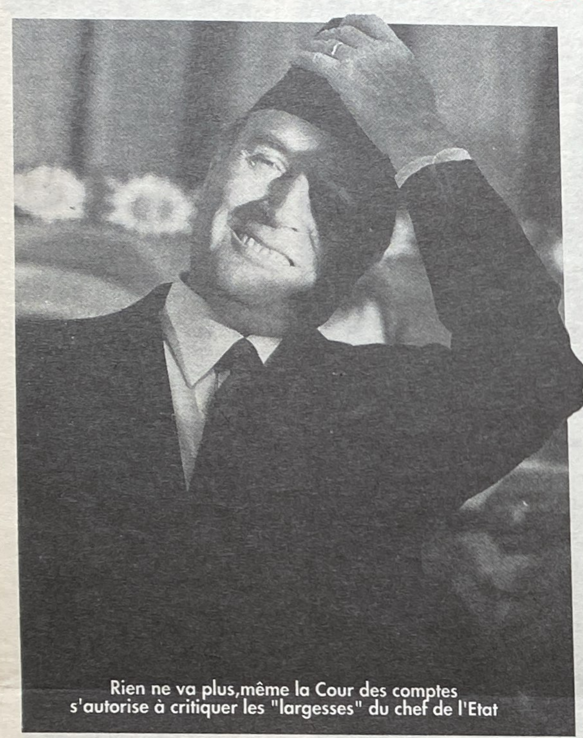
Eric STETTEN

SAUVE QUI PEUT, V'LA L'ORPHÉON

● On a eu, au Châtelet, un *Ariane et Barbe-Bleue* en version acrobatique, à l'Opéra-Bastille une *Flûte enchantée* peuplée de carcasses métalliques, mais il faut croire qu'on peut encore trouver pire.En effet, le compositeur **Karlheinz Stockhausen** se plaint de ce que personne, pour des raisons de basse intendance, n'accepte de monter son dernier opéra. Il est vrai que les directeurs de salles boudent ce pur chef-d'oeuvre... Il faut dire aussi que "Licht" dure 7 jours (le programme ne dit pas s'il faut apporter son sac de couchage et "son manger"), et le compositeur déclare rencontrer « les pires difficultés pour projeter le son autour du public, et pour faire circuler les musiciens dans la salle, au milieu de ce public ». Avec une mauvaise volonté évidente, les techniciens refusent de déboulonner les fauteuils !

LES LARGESSES DU PRÉSIDENT...

COMBIEN ÇA COÛTE ?


Rien ne va plus, même la Cour des comptes s'autorise à critiquer les "largesses" du chef de l'Etat

Le rapport annuel de la Cour des comptes est un document passionnant. Parfois un peu rébarbatif et malaisé à décrypter, mais vraiment plein d'enseignements. On y découvre par exemple combien le président de la République peut se montrer un homme généreux, aspect important de sa personne, et que cependant il s'applique volontiers à cacher au contribuable français.

Donc, figurant au rapport de la Cour des comptes, on trouve dans le chapitre consacré aux « résultats d'exécution des lois de finances », un paragraphe intitulé *Les remises des dettes en faveur des pays les moins avancés.* (on les appelait autrefois "tiers-monde", mais il paraît que c'est une notion discriminatoire). On y apprend que la résolution 165 S 9 des Nations Unies en date du 30 décembre 1980, avait autorisé (!) le ministre des Finances à remettre les dettes de ces pays, dans une limite actuellement fixée à 920 millions de francs.

Parce qu'il est un homme généreux, le président Mitterrand, à l'issue du sommet de Toronto en 1988, décidait — en supplément — d'annuler le tiers de la dette "des pays les plus pauvres et les plus endettés", et de rééchelonner les deux autres tiers à concurrence d'un montant fixé actuellement à 3,65 milliards.

Parce qu'il est carrément prodigue, notre bienaimé Président en rajoutait à l'issue du sommet de Dakar de mai 1989, annonçant "une remise beaucoup plus générale" portant sur les dettes de 35 Etats de l'Afrique subsaharienne. Le montant ? On l'ignore.

Ne croyez pas que la Cour des comptes se permette d'en remontrer au Président. Non, elle s'élève seulement contre le fait que, par les reports d'échéance cumulés et de curieux jeux d'écriture, il soit absolument impossible de savoir le montant réel des cadeaux du Président.

Des chiffres qu'on ne connaîtra jamais.

Les prêts aux pays défavorisés sont en effet consentis, soit par le Trésor, soit par des sociétés intermédiaires, parfois au risque de celles-ci !

Pour ce qui est des jeux d'écriture, on remarque par exemple que :

— les "opérations transportées" (reports d'échéances) ne figurent pas au budget, et n'apparaissent donc pas dans le déficit annuel.

— n'y figurent pas non plus les sommes prêtées par les établissements intermédiaires, puisqu'elles ne ressortissent pas officiellement au Trésor public.

— n'y apparaissent pas enfin les montants des intérêts de ces prêts, lesquels sont à chaque fois purement et simplement abandonnés.

Quelques chiffres, maintenant :

— le montant des créances remises en application de la Loi de 1980 a atteint, en 1989, 30 millions, auxquels il convient d'ajouter 6 millions d'intérêts abandonnés.

— pour les remises décidées à Toronto, le gouvernement a opté pour une répartition des pertes entre Trésor et Budget. Le premier prenant à sa charge les montants qui lui incombent en propre, le second faisant apparaître sous forme de dépenses les sommes avancées par les établissements intermédiaires (l'Etat fait ainsi apparaître comme prêts à ces sociétés, les sommes qu'il leur a fait perdre !) Les largesses de Toronto se traduisent ainsi par un découvert du Trésor de 11 millions de francs, non compris un demi-million d'intérêts abandonnés, et 526 millions de francs de "dépenses" pour le budget (226 pour la BFCE et 300 pour la CCCE). Etant bien entendu que ces chiffres ne représentent que les pertes pour l'exercice 89, et non le montant global de la dette échelonnée jusqu'en 2018.

— le traitement des dettes remises au sommet de Dakar s'opère sur le même principe. Au titre de l'exercice 89, les annuités se montaient donc à 26,1 millions de pertes sèches pour le Trésor, non-comptés les 48,2 millions d'intérêts abandonnés ; et 968 millions de dépenses budgétaires pour combler le trou de la CCCE. Les sommes dues à la BFCE n'ont pu être versées et n'apparaîtront donc qu'à l'exercice 90.

Un petit détail toutefois : les pertes réelles de la CCCE (Caisse centrale de coopération économique) se montent à 16,9 milliards de francs — soit 36 % des encours de prêts de l'établissement — mais l'Etat n'a décidé de leur en "prêter" que 7,9 , au motif que c'était là « ***une charge jugée politiquement et financièrement trop lourde*** » (sic).

Ils ont un trou de 9 milliards ? Tant pis, qu'ils se débrouillent.

Et vous voudriez continuer de payer des impôts ? Pas moi.

Marie-Claire ROY

LE PRIX DU CADEAU

Pour 1989 (en millions de francs)

	TRESOR	BUDGET	INTERETS
Effet ONU 1980	30,00		6
Effet Toronto 1988	11,00	526	0,5
Effet Dakar 1989	26,1	968	48
	67,1	**1494**	**54,5**

Total des pertes pour 1989 : **1 615,6 millions de F**

GRACE PRÉSIDENTIELLE

Les 2 000 détenus devant bénéficier de la « traditionnelle » grâce du président de la République et être libérés au cours de l'été seront finalement 3 000. C'est ce qu'a révélé cette semaine l'association professionnelle des magistrats (APM) qui souligne qu' « ***après une pause en 1990, le gouvernement renoue dans la pire des conjonctures avec la politique des grâces collectives du 14 juillet et prend des mesures identiques à celles qui n'ont pas peu contribuées en 1989 à relancer la délinquance*** ».

Voilà au moins un domaine (la délinquance) où la politique de « relance » du gouvernement socialiste ne devrait pas tarder à être suivie d'effets.

POURQUOI FAIRE SIMPLE...

En effet, pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? C'est la toute dernière devise du ministère de l'Education Nationale, et sans doute la clé de tous ses maux. A défaut de parvenir à réformer le "contenu", il n'y a qu'à réformer le contenant. Ainsi le ministre **Jospin** a-t-il délégué, dans les établissements, des conseillers pédagogiques chargés d'implanter la nouvelle "dialectique". En conséquence de quoi il ne sera plus question désormais de noter les élèves, mais "de positionner leur degré de réussite". Si l'élève a des problèmes, il faudra procéder sans tarder à une "remédiation", suivie d'une "guidance". Monsieur Jourdain n'est pas loin !

LE GRAND LĒCHANT MOU !

Marchand ministre de la "rēpression" ?

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DP/LB MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE

BORDEREAU D'ENVOI

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES POLICES URBA
DE LA GIRONDA

N° 4106

aux CHEFS DE SERVICE

BORDEAUX le 20 JUIN 1991

DÉSIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
OPERATION SECURITE ET QUALITE DE LA VIE A TALENCE réalisée à l'initiative de l'association FRANCE PLUS.	1	Pour votre information ------- Ce document est le fruit d'un sondage effectué au sein des jeunes de la ZUP de Talence.

Le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL des POLICES
URBAINES de la GIRONDE
COMMISSAIRE CENTRAL de BORDEAUX

Claude BORNE

OPERATION SECURITE ET QUALITE DE LA VIE A TALENCE

Recueil des doléances et propositions des jeunes de la ZUP de TALENCE :

- On est contre l'installation d'un poste de police dans la ZUP de TALENCE, ce serait un provocation.
- Nous demandons à ce que nous soyons convoqués pour discuter et se concerter sur l'installation de ce poste dans la ZUP.
- Nous voulons des policiers issus de TALENCE et pour les Talençais.
- Recrutement des agents issus de la population Talençaise et notamment de la population immigrée.
- Les agents de patrouille ne doivent pas être armés.
- Ne pas faire de bruit (gyrophare, sirène, plusieurs véhicules) lors des interpellations, mais les faire discrètement.
- Ne pas mettre les menottes lors des interpellations dans l'immeuble pour respecter la dignité du prévenu car tant qu'il n'est pas jugé, il est présumé innocent.
- Les policiers n'ont pas le droit de contrôler l'identité sauf si l'ordre public est menacé.
- Il faut apprendre aux policiers un code de bonne conduite, des leçons sur les relations publiques, la connaissance de l'autre et la compréhension de la différence.
- Nous demandons à ce qu'il y ait plus de contacts avec les policiers : débats, porte ouverte, stage d'étude dans les commissariats.
- Le chef de la Police doit être élu par les Talençais ou au moins la population doit être consultée sur sa nommination.
- Nous demandons de la transparence dans l'activité policière : les sanctions, les primes...
- Penser à faire décrisper les policiers pendant leur mission : savoir se maîtriser et se contrôler. Ne pas envoyer en mission délicate et "chaude" les policiers fatigués, enervés, trop vieux ou trop jeunes sans expérience.
- Tant qu'il y a des policiers "sauvages" la tension restera toujours tendue et l'atmosphère conflictuelle entre les jeunes et les policiers.

Fruit de ce sondage réalisé par France Plus et le ministère de l'Intérieur auprès des "jeunes" de la ZUP de Talence : le policier idéal n'est « ni vieux, ni jeune ; il ne porte pas d'arme, ne contrôle pas les identités et est, si possible, recruté chez les voyous »

Les mesures **Cresson** ? « ***De la poudre au yeux*** » devait déclarer à plusieurs reprises **Jean-Marie Le Pen** en les commentant. On en trouvera un nouvel exemple au vu de la dernière trouvaille des services du ministre de l'Intérieur **Philippe Marchand** qui s'auto-proclamait il y a peu « ministre de la répression ».

Sur le terrain, c'est toujours la concertation avec « les jeunes » qui prévaut. En témoigne ce sondage réalisé par la Direction départementale des polices urbaines de la Gironde en collaboration avec **France Plus**, l'assocation dirigée par **Areski Dahmani** (que l'on dit proche du RPR). En fait de sondage, c'est un véritable cahier de doléances voire d'exigences dont nous vous laissons apprécier toute la substantifique moëlle...

Policiers désarmés, « shériff » élu par les autochtones, stages d'étude dans les commissariats, bannissement du contrôle d'identité, lutte contre le bruit des sirènes, etc... Il y aurait vraiment de quoi rire si tout ceci était autre chose qu'un très sérieux « document de travail ».



Par les routes inondées de lumière
Nos chants montent dans un jour nouveau
Dans le matin claquent nos bannières
Notre foi vit dans nos drapeaux.

Dēfense d

STRAUSS-KAHN SUR LE CARREAU DE CARMAUX

Sans attendre la rentrée, le "trio social" du gouvernement Cresson — à savoir Martine Aubry (Travail), Jean-Louis Bianco (Affaires sociales), Dominique Strauss-Kahn (Industrie) — s'est mis à l'œuvre. Non pas pour résoudre les problèmes, mais afin d'en préparer la future exploitation électorale. Tout en contribuant, aux applaudissements discrets des lobbies mondialistes, à démanteler activement l'industrie nationale française. A Carmaux, cette politique a porté tous ses fruits. Explosifs.

Carmaux, petite ville du Tarn située dans l'arrondissement d'Albi, est célèbre du fait de son gisement de houille à ciel ouvert et des industries chimiques en découlant. Malgré la forte récession dans l'industrie énergétique française, l'exploitation minière, poumon de Carmaux, avait survécu. Sans démagogie, s'inscrivant dans le cadre de la nécessaire indépendance énergétique du pays, pouvant faire état de procédés d'extraction ultra-modernes, les mineurs avaient défendu leur emploi et l'existence de leur ville.

En 1984, ils avaient fait reculer le gouvernement socialiste (qui préférait acheter de l'énergie en Algérie, en URSS ou en Pologne) et sauver leur site, la Grande-Découverte. A l'époque, on leur avait promis, non seulement la préservation de la mine, mais mieux encore : sa modernisation, le tout enrobé dans un alléchant "plan industriel de la région Albi-Carmaux". Les élections passent, les promesses s'envolent. Les élus socialistes du Tarn n'ont servi à rien aux mineurs lorsque, lancé sur sa logique mondialiste, le ministre de l'Industrie d'Edith Cresson, Dominique Strauss-Kahn, a décidé d'accélérer la liquidation Carmaux.



Straus-Khan : les C.R.S contre les mineurs...

Avec Strauss-Kahn, l'emploi français à Carmaux se découvrait un adversaire inflexible. Membre du PS, le ministre n'en est pas moins très proche de **Raymond Barre**, et de ses conceptions anti-nationales sur les zones "spatio-économiques". Le sort de la Grande-Découverte et de ses salariés était réglé. Cependant, la note n'avait pas été faite avec les aubergistes. Car une condition de réussite rapide de l'opération "fermeture" manquait : l'existence d'une représentation syndicale unique par la CGT. Du fait de ses outrances verbales, de son révolutionnarisme sans perspectives (hors la prise du pouvoir par le PC), du manque de crédibilité de ses "propositions", la CGT s'avère le partenaire rêvé des grandes affaires de licenciements massifs. Elle enferme le personnel dans un splendide isolement, ou en tête-à-tête avec les permanents communistes, ce qui revient au même.

Strauss-Kahn en déroute

Strauss-Kahn n'a pas eu de chance. A côté de la CGT, les mineurs de Carmaux ont aussi un syndicat FO, plus difficile à isoler. Aussitôt annoncé le classique "plan de restructuration", avec ses centaines de suppressions de postes, et le traditionnel "plan de reclassement" parfaitement illusoire, la mobilisation s'est opérée sur place. Rien ne servait en effet de se promener sous des fenêtres ministérielles à Paris, histoire de procurer un beau titre à *L'Humanité*. Les coups médiatiques font plaisir un jour, et n'empêchent pas ensuite la queue à l'ANPE.

La résistance locale a prévalu. Les pouvoirs publics y ont répondu par la provocation, en empêchant les mineurs de défiler. Pour cela, les CRS se sont vus ordonner de dresser le barrage d'acier de leurs véhicules, afin de barrer une route. Mal leur en a pris : avec leurs pelleteuses, les mineurs ont détruit ce barrage, anéantissant tout le matériel d'une compagnie. Les policiers ont dû "se replier" très vite devant des "gueules noires" casquées et déterminées. Cet épisode inattendu a eu une première conclusion : instantanément, les mineurs ont obtenu la désignation d'un médiateur, la réalisation d'un audit, la suspension provisoire de la restructuration.

Strauss-Kahn n'a évidemment pas renoncé à liquider Carmaux. Il n'hésitera pas à pousser le gouvernement à

Au nom des personnes âgées

LES CADRES DĒTROUSSĒS



La "Commission de la dépendance des personnes âgées", organisme adjoint au Commissariat général du Plan, voilà qui impressionne et fait sérieux. Ses experts auditionnent, enquêtent, analysent, préparent des propositions. Les intéressés se réjouissent, en se disant que les choses vont finir par avancer.

L'ennui, c'est que parallèlement, une commission parlementaire suit le même type de problème. Dans la plus grande discrétion, et pour cause. Le produit de la réflexion parlementaire se résume en une soustraction de gros sous. Un fonds de dépendance doit être créé, il sera financé par une majoration de la fameuse CSG (Contribution sociale généralisée) et il encaissera des cotisations liées aux ressources personnelles des bénéficiaires.

Traduit en clair : l'égalitarisme sectaire a encore frappé. Les classes moyennes — cadres en tête — paieront le plus, tout en étant non bénéficiaires des prestations. Le mariage du socialisme et de la haute finance engendre des monstruosités. Encore une affaire à suivre pour une rentrée qui promet, pour de bon, d'être mouvementée.



50% de réduction... mais en période bleue.

Remarquez au passage cette façon exécrable de désigner les choses. Elle est inspirée des tournures anglaises. D'ailleurs, dans l'aviation, il existe une unité de mesure dénommée "passages-kilomètres". Les statisticiens de l'agriculture devraient donc parler des lapins-carottes. Nous nous contenterons de parler des socialistes-combines.

LES CH

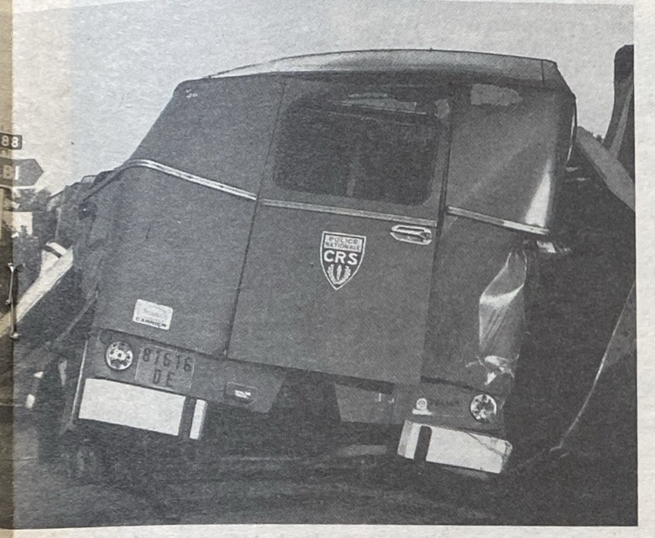
C'est après leur arrivée de 1981 que fut créé ce système de paiements par chèques ; ce qui prouve que ces messieurs ne devaient pas être très sûrs d'avoir enrichi tout le monde.

Si le niveau de vie s'était accru, on se demande bien pourquoi il fallait prévoir une aide aux vacanciers puisqu'elle ne concerne que les personnes redevables de moins de 9 860 F annuels au fisc et par foyer !

Ces chèques sont destinés à régler les frais de voyage par chemin de fer et permettent une réduction de 50 % à condition de circuler en période bleue, ce qui n'est pas toujours rose.

Mais après tout, les autres salariés n'ont droit qu'à 25 % ; par conséquent ne plaignons pas trop les titulaires de ces chèques. Pour se les procurer, c'est très simple : il suffit de

les Français



Manifestation le 5 Juillet dernier, des « gueules noires » de la « Grande Découverte » de Carmaux.

l'utilisation de la police contre les mineurs. Il est vrai que, si un mouvement est contrôlé par les cégétistes, le ministère de l'Intérieur évite au maximum l'affrontement. Dès lors que des salariés non inféodés à **Krasucki** sont en cause, la place Beauvau hésite beaucoup moins. A Carmaux, le refus de protéger l'industrie nationale a abouti à un échec policier. Des heurts de ce type sont regrettables. Mais les vrais responsables se dissimulent dans les palais lambrissés de la République.

René DUVAL

ÈQUES-VACANCES

s'adresser à sa propre entreprise à condition qu'elle en ait achetés ! Généralement, c'est le comité d'entreprise qui s'en occupe. Encore faut-il qu'il y en ait un, ce qui est le cas de bien des PME. Dans le cas contraire, il est toujours possible de se tourner vers la Caisse d'Allocations familiales.

Notez bien que ces chèques ne servent pas qu'à payer les frais de transport. Ils peuvent régler aussi les frais d'hébergement et de repas.

Si c'est vous le chef d'entreprise, vous pouvez vous procurer ces chèques à l'Agence Nationale [1], mais rien ne vous y oblige. Dans ce cas, il faudra bien recommander aux titulaires de ces bons de ne pas les revendre ni même les offrir à un ami dans la dèche. Les chèques sont strictement personnels, tout comme les billets de chemin de fer.

D'ailleurs, il y a d'autres personnes que les salariés qui peuvent en acquérir. Pour une fois, on a songé qu'il existait des catégories sociales qui n'avaient pas souvent d'avantages de ce genre. C'est pourquoi certains artisans, commerçants ou agriculteurs — qui peuvent enfin prendre des vacances — ont le droit d'obtenir ces chèques auprès des caisses d'allocations familiales ou même de retraites.

En tout cas, il ne faut jamais se risquer à une utilisation illégale des chèques. L'amende peut aller jusqu'à 6 000 F assortie d'un emprisonnement de dix jours à un mois. Il vaut peut-être mieux piller un magasin, surtout si l'on est en bande !

Raphaël TRIGAL

(1) 67 rue Martre 92110 Clichy. Tél. 47 30 00 11

LES SOCIÉTÉS NOUVELLES

Les socialistes ont une curieuse façon d'encourager la création de sociétés nouvelles.
Ils ont, pour ce faire, imaginé un système propre à décourager les meilleures intentions. La loi de finances pour 1991, dans son Article 83, modifie l'article 199 terdecies du Code Général des Impôts. Pour ceux qui ne seraient pas avertis des subtilités du latin "terdecies" ne veut pas dire qu'il s'agit de la "terre des envoyés du ciel" mais plus prosaïquement qu'il y a, au moins, treize subdivisions de l'article 199. En fait, il y en a quatorze. Voyez si c'est simple !

Il s'agit de sociétés créées à partir du 1er janvier 1988 et avant le 31 décembre 1991 (revenus de 1988 et 1989), délai reporté au 31 décembre 1992 par la loi du 29 décembre 1989, puis au 31 décembre 1993 dans la loi du 29 décembre 1990.

Les particuliers ayant souscrit au capital de ces sociétés bénéficiaient, à l'origine, d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 25 % de leur souscription mais dans la limite (faut pas pousser, dirait **Charasse**) de 10 000 F pour les célibataires, veufs ou divorcés et 20 000 F pour les contribuables mariés.

Les systèmes imaginés par les technocrates ont ceci de réjouissant, c'est que tout est prévu pour dissuader le contribuable de s'y intéresser.

Pourquoi, par exemple, opérer une discrimination entre les contribuables vivant seuls, volontairement ou en raison des circonstances tragiques ou cruelles de la vie, et ceux vivant en couple ?

Qui peut-on intéresser avec une réduction d'impôt de 2 500 F au maximum lorsque cet impôt peut atteindre 5 860 F ?

Et surtout, quelle entreprise monter avec 10 000 F ou même 20 000 F alors que le capital minimum d'une SARL est de 50 000 F et celui d'une SA 250 000 F ?

Comment rechercher des partenaires et comment leur faire confiance sans les connaître ?

Autant dire que cette disposition devait rester théorique et que les créations d'entreprises à prévoir n'étaient pas légion.

Il semble qu'après deux années complètes de fonctionnement, les yeux des technocrates se soient ouverts et qu'un effort d'imagination ait conduit à une modification du texte de l'Article 199 terdecies CGI.

Pour les sociétés créées à compter du 1er janvier 1991, la loi du 29 décembre 1990 a prévu, non pas un plafond annuel, mais un plafond cumulé sur trois ans, lequel a été fixé à 40 000 F pour les célibataires volontaires ou forcés ou 80 000 F pour les contribuables mariés.

Il s'agit, certes, d'une amélioration en ce sens que, sur trois ans, la réduction fiscale sera de 25 % de 40 000 F soit 10 000 F au total contre 7 500 F précédemment.

La chose se complique si le contribuable en cause s'intéresse à la création de deux ou plusieurs sociétés.

Il lui faudra jongler avec les dates de création et le texte n'a pas prévu le cas où un mariage interviendrait la seconde ou la troisième année.

Peut-être faudra-t-il divorcer avant la fin de l'année pour résoudre le problème ?

A la lumière, si l'on peut dire, de ces dispositions obscures, on peut se demander s'il s'agit de textes destinés à favoriser les créations d'entreprises ou les mariages.

Dans le second cas, le résultat serait bénéfique pour notre société et il faudrait y ajouter des dispositions complémentaires destinées à encourager la natalité.

On pourrait ajouter 10 000 F de plus par enfant né pendant le mariage, mais attention, si le conjoint décède ou divorce, les avantages disparaissent. Pénaliser le divorce est une bonne chose par les temps qui courent et cela a pour avantage de contrarier les féministes du PS qui ne voient d'avenir que dans l'union libre et multiple, dans l'avortement et dans les pratiques homosexuelles.

Il ne faudrait pas, pour autant, que ces difficultés conduisent le conjoint à rechercher le veuvage au besoin en y prêtant la main.

Si j'ai cru devoir terminer cet article par des considérations dont l'humour noir n'a pu vous échapper, c'est pour montrer où conduisent les décisions technocratiques lorsqu'elles sont déviées de leur objectif.



Encourager la création d'entreprises par un système d'avantages fiscaux aussi complexe ne résoudra pas le problème du chômage.

Pour favoriser la création d'entreprises nouvelles, il faut que les avantages fiscaux soient directs et que les limitations soient en rapport avec les objectifs d'emploi à atteindre.

Tant que l'on accroîtra les prélèvements obligatoires, aucune mesure catégorielle ne sera efficace.

Ce n'est que dans le cas d'une réforme de structure complète et d'une réduction sensible des prélèvements au niveau des grands concurrents européens (RFA, RU et Italie) dans un premier temps, puis au niveau mondial (USA et Japon) dans un second, que l'on obtiendra des résultats concrets et permanents.

Seul le programme du Front National comprend de telles réformes et il faudra attendre son arrivée au pouvoir pour que le traitement économique du chômage remplace un traitement social présentant plus d'inconvénients que d'avantages.

Pierre DESCAVES

PAR JEAN MABIRE

JOSEPH CONRAD

Seuls ses compatriotes retiennent son nom : **Jozef Korzeniowski**. Pour le monde entier, il est à jamais **Conrad**, pseudonyme qui n'est d'ailleurs que la transcription de son second prénom : Konrad.

Il naît le 3 décembre 1857, à Terechowa, fils unique d'un poète polonais, catholique et patriote (double pléonasme) qui lui enseigne le goût des belles lettres et la haine des envahisseurs. Traducteur, poète, comploteur, **Apollo Korzienowski** est déporté en Sibérie avec sa femme **Eveline Bobrowska** et leur fils unique.

Cette terrible entrée dans la vie marque à jamais le jeune Jozef qui se retrouvera orphelin à onze ans, après avoir perdu sa mère puis son père.

Il lui reste un oncle, **Taddeus**, qui lui fait découvrir la terre de ses ancêtres. mais c'est la mer qui l'obsède, sans que rien puisse justifier cet appel.

A dix-sept ans, l'adolescent part pour Marseille et s'embarque comme matelot à bord des grands voiliers.

Aventurier et gentleman

Il se lie avec les milieux légitimistes français et espagnols, se livrant à la contrebande d'armes pour la cause de **Don Carlos** et les yeux d'une belle. On retrouvera plus tard cette atmosphère de conspiration carliste dans son roman largement autobiographique, *La Flèche d'or*.

Vers 1878, il rejoint l'Angleterre et va accomplir sur les "Seven Seas", les sept mers du globe, une étrange carrière de capitaine au long cours, un peu aventurier et assez gentleman. Après une vingtaine d'années de vagabondages océaniques, où il découvre des pays exotiques, affronte des tempêtes, rencontre des hommes extraordinaires et ruine sa santé à l'autre bout du monde, il met définitivement son sac à terre pour devenir écrivain dans une langue qu'il écrit assez bien mais parle fort mal.

1895 voit la publication de *La Folie-Almayer* et la naissance d'un grand romancier. Ce drame d'un Hollandais expatrié à Bornéo évoque la hantise de l'exil, une des constantes du caractère de Conrad.

Tenir le cap

Une manière originale de découvrir un grand écrivain est peut-être de le suivre pas à pas dans sa vie. A condition, bien entendu, que ce soit une existence d'aventures. En ce sens, le téléfilm diffusé chaque vendredi sur FR3, après "Thalassa", va permettre, cet été, une nouvelle approche de Joseph Conrad. Six heures d'antenne pour cette réalisation franco-polonaise d'Andrzej Kostenko ont paru nécessaires au scénariste Dominique Parent-Plantier pour tout nous dévoiler de cet auteur étrange, qui mena successivement une triple vie ; celle d'un enfant déporté, celle d'un capitaine de la marine marchande britannique et enfin, celle d'un romancier qui connut un énorme succès en choisissant d'écrire en anglais. Joseph Conrad, Polonais autant qu'on peut l'être, a d'abord réussi la gageure de forcer les portes de l'insularité, avant de conquérir une gloire universelle. Peu d'hommes ont su forger ainsi leur propre destin, par un prodigieux effort de la volonté. C'est finalement parce que son œuvre et sa vie sont le parfait reflet d'un personnage hors du commun, "héroïque" par essence, que l'une et l'autre restent immortelles.



Joseph Conrad : Capitaine, puis écrivain . Ecrire n'est pas chose facile pour lui...

Une trentaine de livres dont quinze romans vont illustrer cette conception éminemment tragique de la vie, qui fait de lui un grand auteur classique. Toute son œuvre est dominée par le sens de la fatalité et du devoir. C'est le droit fil d'une tradition qui conduisait naguère depuis les héros des sagas islandaises jusqu'aux personnages de leur héritier **Corneille**.

"Le devoir plus que la foi"

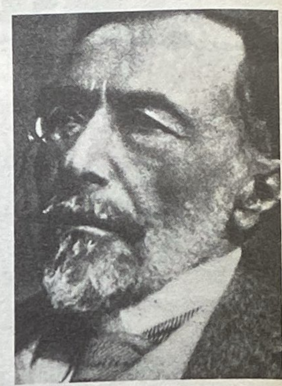
"Accomplir son destin" est le maître-mot de l'univers conradien. Le décor n'est finalement que le faire-valoir des caractères. Et en ce sens, Conrad n'est pas, comme on le croit, un romancier de la navigation ou de l'exotisme. Même si *Typhon* est le plus beau récit qui puisse exister de l'affrontement entre un homme, solitaire comme tous ses héros, et l'océan en furie.

Romancier des situations les plus conflictuelles, Conrad nous conduit dans une république imaginaire d'Amérique du Sud avec *Nostromo*, en Afrique noire avec *Le cœur des ténèbres* ou en Malaisie avec *Le paria des îles*.

Son livre le plus célèbre, parce qu'il a été assez vigoureusement transposé à l'écran, reste *Lord Jim*, récit certes, d'une déchéance, mais aussi hommage à cette vertu cardinale de notre monde qui se nomme le sens de l'honneur.

L'emploi d'une langue, pour lui étrangère et laborieusement apprise, accroît sans doute ce sentiment de lutte et de courage qui domine toute son œuvre. Un critique a dit à ce propos : « Comme Siegfried, Conrad s'est forgé à lui-même son glaive ». Pourtant, écrire n'est pas pour lui chose facile et il compare volontiers le travail du créateur « à un passage du cap Horn, vers l'ouest, en plein hiver » !

Comme il a quitté sa patrie, il se défait aussi de sa religion. Tel son semi-contemporain et semi-compatriote **Nietzsche**, il exprime à l'occasion toute sa défiance envers « les croyances qui se dissipent comme brumes sur le rivage ». Il affirme : « depuis l'âge de quatorze ans, j'ai détesté la religion chrétienne » et « l'absurde conte oriental sur lequel elle se fonde m'irrite ».



... et il compare le travail du créateur " à un passage du cap Horn en plein hiver "

Son expérience du vaste monde lui enseigne ce pessimisme actif qui caractérise les âmes fortes. « L'homme est indomptable en raison de la force qu'il a appris à tirer de sa misère et de sa souffrance », écrit-il.

Le devoir lui importe plus que la foi. L'important est de suivre sa route, sans dévier de cap.

Il y a incontestablement, chez Conrad, exaltation du surhomme, mais on trouve aussi chez lui une indéniable solidarité. Il évoque dans la préface du *Nègre du Narcisse* « cette solidarité dans les rêves, dans la tristesse, dans l'espoir et l'effroi, qui relie chaque homme à son prochain et qui relie toute l'humanité, les morts aux vivants, et les vivants à ceux qui doivent naître ».

Après avoir servi dans la marine marchande britannique pendant la Première Guerre mondiale, Joseph Conrad meurt le 3 août 1924 à Bishopsbourne, dans le Kent.

Un de ses derniers livres, *Le Frère de la Côte* (*The Rover*), roman de la nostalgie et de la fidélité, met le point final à une double existence d'aventurier et d'écrivain. Que ce récit se déroule en Provence, sur les rivages du golfe du Lion, n'est pas indifférent et nous restitue un Conrad très fraternel.

J. M.

Voir en page 17 la bibliographie de Joseph Conrad.

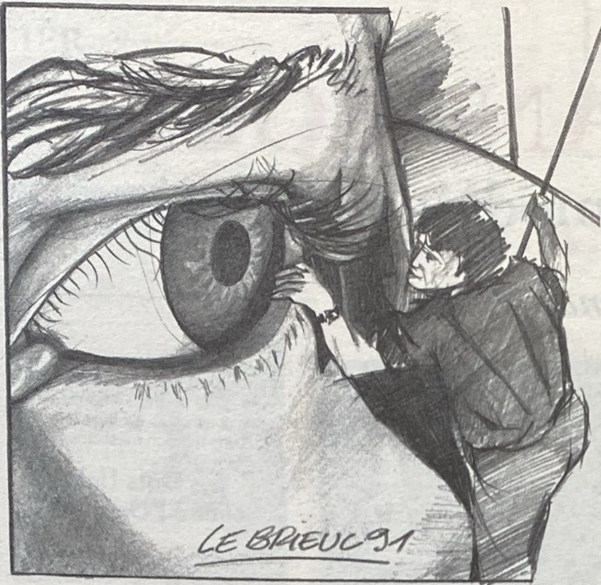
Ciné

LA MANIÈRE FORTE

et quelques nouvelles de Bob

En êtes-vous ? De la secte ? Mais si ! Vous savez, ces gens étranges, étrangement normaux, qui épiloguent sur l'arôme de l'expresso le plus banal, qui se bourrent de tartelettes aux petits fruits (heureusement, c'est la saison), qui sont passionnés par la culture thibétaine et consternés par les dangers qui la menacent, qui sont amoureux de la secrétaire du shérif et prétendent que leur bûche a quelque chose à vous dire...

Mais l'indice le plus révélateur est leur obstination à refuser toute invitation à dîner, à danser et à sortir le vendredi soir, aussi beau soit le temps, aussi douce soit la nuit. Ils ont, disent-ils, rendez-vous avec Bob !



Alors, vous voyez maintenant ? Oui, ce sont les Twinpeaksiens ou leurs proches variantes, les Laurapalmerâtres et les Davidlynchistes. En être ou n'en pas être est la grande question de l'été.

Moi ? Je sors le vendredi soir. Mais j'ai un magnétoscope.

Comme aux Etats-Unis l'an dernier, en Grande-Bretagne et en France, la secte est peu nombreuse, mais extrêmement motivée, le mot est faible. La cinquième chaîne qui diffusait le feuilleton le lundi à grande heure d'écoute pour le rediffuser le vendredi, tard dans la soirée, a renoncé à la première formule. Mais il y a du courrier de lecteurs dans les journaux de télé. Et un numéro de téléphone avec répondeur a été mis en service pour tous les Twinpeaksiens et toutes les Twinpeaksiennes en détresse.

Quoi qu'il en soit, ce feuilleton marquera un tournant : on ne regardera jamais plus les séries de télévision avec le même regard.

Il a également marqué un tournant dans la carrière des comédiens qui l'interprètent. Ils sont tous en train d'investir le cinéma : deux d'un coup, le si séduisant **Kyle MacLachlan** et **Madchen Amick**, dans *Un look d'enfer*, **Lara Flynn Boyle** dans *La relève*, **Miguel Ferre** dans *Revenge*, et **Sherilyn Fenn** dans *A fleur de peau*, qui sort la semaine prochaine, et *Hit man* un peu plus tard...

Si vous voulez leur échapper, allez voir *La manière forte*. Mais vous y rencontrerez aussi un visage connu : celui d'**Annabella Sciorra**, déjà vu dans *Jungle Fever*. Et aussi les mêmes rues de New-York, assez consternantes. Pour le reste, *La manière forte* est un film réjouissant. **John Badham**, le réalisateur, se vante de n'avoir d'autre prétention que de distraire. Il le fait, et très bien. Les scènes d'action sont efficaces, l'humour aussi, la parodie légère, les références cinéphiliques (hitchcockiennes en particulier) également. Le scénario, malin, met en présence un policier de choc (**Michael Fox**) et une star de cinéma irrésistible (**James Woods**, fort brillant), faisant équipe, moins bon gré que mal gré, pour traquer un tueur fou. Et on gagne son plaisir sur tous les plans : le polar est bon, la comédie est réussie, et en prime, on peut bénéficier d'une réflexion fort peu pédante sur le spectacle et la réalité.

Célina COURTINAT

Télé

A DADA SUR MON BRETON

Mettant un peu de côté sa bêtise, j'avoue m'interroger souvent sur la stérilité du temps présent. C'est vrai, je ne sais si vous vous en êtes rendu compte, mais de nos jours on ne crée plus rien.

On ne sait plus inventer, imaginer. Qu'il s'agisse de littérature, de peinture, de couture ou de musique, on passe son temps à remettre des vieilleries à la mode. Les années 50, puis 60, 70, 80... Les maisons de disques font leurs choux gras avec les "best of" des **Claude François** et autre **Joe Dassin**, la télé nous ressort *Chapeau Melon et Bottes de cuir*, et les couturiers qui fréquentaient la maternelle en 68 veulent nous déguiser en Baba-cool.

Et il y a pire encore — car ceux-là attendent au moins une petite décade avant de nous servir du réchauffé. Tenez, prenez par exemple la **Duras**, le batracien *has-been* de la littérature, égérie d'un Président tout aussi *has-been* (c'est pour ça qu'ils s'aiment d'ailleurs). Parce qu'il la croyait à la dernière extrémité, confite qu'elle était dans l'alcool, Mitterrand lui fait offrir le Goncourt en 1984, pour *L'Amant*, un machin dont on ne voudrait pas pour une copie de baccalauréat. Eh bien figurez-vous que la Marguerite, sortie par miracle de ses brumes éthyliques (mais dans quel état !) nous remet ça. Le même torchon, annoté en plus, comme si ça ne suffisait pas. Cette fois, ça s'appelle *L'Amant de la Chine du Nord* (j'ai ouï dire que lorsqu'on mâchouillait ainsi ses souvenirs, c'était signe de gâtisme). Et **Bernard Rapp** de lui consacrer une émission entière. Il faut croire qu'Antenne 2 a les moyens de perdre de l'audience, et les éditeurs des lecteurs...

Tout cela, en fait, apporte un élément de réponse à la question que je posais plus haut : on ne crée plus rien parce que le conformisme et le terrorisme instaurés par la gauche intello-droit-de-l'hommesque ont mis le surréalisme au quotidien. Les **Dada** et les **Breton** peuvent désormais reposer en paix, leur chienlit est descendue dans la rue. Elle est même largement dépassée, car il y a belle lurette que "l'art" a fini de déranger qui que ce soit : sa vocation révolutionnaire dort au fond des poubelles. Les œuvres des copains de **Lang** ne servent qu'à faire pisser les chiens, la littérature de Duras à meubler "le petit coin", et les baba-cools à défoncer la porte du Père-Lachaise.

Ce qu'on y a gagné est plus surréaliste encore : c'est de voir par exemple un immigré clandestin insulter le ministre de l'Intérieur sur un plateau de télé (émission spéciale de **Christine Ockrent**, le 10/7), ou la police chargée d'offrir des cours de tir aux gamins des banlieues, histoire qu'ils visent mieux à la prochaine échauffourée. Ça, au moins, c'est du grand art !

TOPOLINE

L'AMERICANOLOGIE

Triomphe d'un modèle planétaire?

de Thomas Molnar

La guerre du Golfe a eu une conséquence quelque peu surprenante. Elle a révélé, réveillé selon certains, l'américanophilie des uns, l'américanophobie des autres. Décidément, les Etats-Unis d'Amérique sont un bien singulier pays qui paraît ne jamais pouvoir échapper aux jugements manichéistes. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, pendant toute la guerre froide, l'Américain incarnait toutes les vertus, tous les vices. Il représentait la liberté et l'impérialisme liberticide. Le débat n'est pas prêt de finir et les clichés ont encore un bel avenir devant eux.

Thomas Molnar n'a que faire des stéréotypes. Vivant aux Etats-Unis, enseignant dans plusieurs universités, auteur de nombreux essais philosophiques, le plus souvent à caractère religieux, il rédige un traité passionnant consacré à l'américonologie. Il importe, de prime abord, de ne pas se laisser rebuter par les consonnances savantes de ce terme ; au contraire. Molnar n'a rien du zélateur inconditionnel ou du farouche détracteur.



Jeunes et déjà dominateurs

Le règne de l'utopie

Esprit libre, débarrassé d'une multitude de préjugés qui encombrent toujours plus ou moins les penseurs de notre temps, il entreprend une démarche tout à fait originale.

Il part de la remarque suivante : l'Amérique ne fait pas partie des pays occidentaux. Ce pays est un tout, qui, non content de se suffire à lui-même, est amené de manière même insidieuse, à imposer au monde son système de croyances. Il le fait non pas sous la poussée d'un quelconque impérialisme, encore moins au nom d'un totalitarisme, mais au nom de l'utopie. Les Etats-Unis sont le seul pays de l'univers où, sur un chaque billet de banque, se trouve inscrite l'extraordinaire devise proclamant : « Nous croyons en Dieu ». L'Amérique croit par-dessus tout en l'homme d'une façon radicale. Ses citoyens sont intimement convaincus que « l'être est intrinsèquement bon et qu'il y a toujours quelque chose à faire ».

Thomas Molnar explique, et, chemin faisant, fait ressortir des évidences que l'on a, par paresse ou par négligence, tout à fait oubliées. L'Amérique est née de la rupture ; d'une rupture radicale avec les Etats-Nations de la vieille Europe. Au XVIIe ou XVIIIe siècle, cette terre vit débarquer toute une immigration puritaine venue essentiellement d'Angleterre et des Pays-Bas, la tête pleine des doctrines calvinistes centrées autour de la prédestination. Très insidieusement, quelques petits malins pourraient même dire diaboliquement, l'idée que l'*homo-americanus* est destiné à être un modèle — perfectible certes, mais un modèle quand même — s'instaure dans les esprits quand ce n'est pas au fin fond des âmes. Le citoyen américain disciple d'une nouvelle "race élue", devient à la fois le diplomate et le prédicateur de la Nouvelle Société, voire d'une Jérusalem terrestre. En un mot, les Américains, quels qu'ils soient, sont intimement convaincus qu'ils se trouvent chargés d'une mission messianique.

Les Etats-Unis contre l'Occident

L'auteur de ce texte pénétrant rappelle que les Etats-Unis se composent d'un conglomérat d'individus immigrés ayant tous coupé, pour diverses raisons, leurs racines dans le temps et dans l'espace. Privés de passé, privés d'une réelle mémoire, ils sont facilement maniables. Thomas Molnar montre, en fait, que tout sépare les Etats-Unis et les Etats-Nations de l'Europe, laquelle ne saurait, en aucun cas, prétendre être la partie la plus avancée de la société occidentale. Les pays d'Occident, ceux du continent européen possèdent une histoire, des traditions, une mentalité, des structures politiques. Ils ont des idéaux mais ceux-ci sont tempérés par un sens profond des réalités, hérité de leur long passé.

De par ces faits, ils ne se sentent pas investis d'une quelconque mission plus ou moins humanitariste. Ils savent du moins encore, pour l'instant, que l'intérêt national doit prévaloir par-dessus tout. Une des grandes vertus de ce livre profond et tout à fait stimulant est de montrer l'extrême précarité de toute idéologie et la vanité des projets prometteurs de changer le monde pour le bienfait "naturellement" de l'humanité. Mais Thomas Molnar fait plus encore dans cet essai décidément bien vivifiant pour l'esprit en montrant les vertus trop souvent oubliées de l'Etat-Nation. Son livre est un véritable appel à une prise de conscience et une dénonciation des perversités intrinsèques du modèle américain. Aux peuples d'Occident de se réveiller et de prendre conscience de toutes les multiples richesses dont ils sont porteurs. A eux de lire et de relire ce texte incisif qui comporte juste une centaine de pages. A eux de réfléchir et d'écouter ce penseur original qui sait allier la clarté de l'exposé à l'analyse subtile d'un monde de plus en plus ébloui par les paillettes de strass "made in USA".

L'âge d'homme. 90 F

J.C. LAURET

Morceau choisi

Epilogue ou Eloge de la Nation

« Eh bien, la première condition pour échapper au danger actuel est d'insister — contre Bruxelles, Strasbourg et leur chape de plomb bureaucratico-idéologique — sur la permanence des nations. Pourquoi les nations ? Il ne s'agit pas d'un retour au nationalisme du XIXe siècle, mais d'un cadre national non dilué par les marchands et les coryphées de la société banalisée. Seulement, dans le cadre national, est-il possible de structurer une communauté et donc de combattre la tentation des ensembles mobiles et amorphes qui n'ont comme critère que la réussite individuelle, l'anarchie des égoïsmes, et qui ne sont liés que par des rapports contractuels ? A l'intérieur de la nation il existe des hiérarchies — et des hiérarchies de valeurs, comme on dit — lesquelles, même à l'état latent, sont revitalisables car elles se nourrissent de croyances, de convictions, d'attitudes anciennes, passées à travers les âges dans les fibres de chacun. Une société structurée n'est point une société injuste contrairement à une notion typiquement libérale, consumériste, niveleuse. C'est une société juste, en ce sens que le citoyen connaît et reconnaît sa place dans l'ensemble.» (in L'américanologie, p. 95).

VOYAGES

JOURNAL DE ROUTE EN CÉVENNES, VOYAGE AVEC UN ANE

de Robert Louis Stevenson

Il y a plus d'un siècle l'auteur de *L'Ile au Trésor* entreprenait un long périple en France et s'enfonçait dans cette rude région moins verdoyante que son Ecosse natale mais pour le moins tout aussi austère.

Ce journal de voyage, illustré des dessins de son auteur, se trouve publié pour la première fois dans notre pays dans son intégralité. Passionnant de bout en bout, et l'on se demande comment une telle petite merveille a pu pendant si longtemps, demeurer oubliée.

Privat. 130 F

DOCUMENT

UNE FILLE D'ALGÉRIE

de Dalila Kerouani

Histoire simple et combien significative que celle de cette adolescente algérienne que son père décide de marier à l'âge de quatorze ans. Ce même père la pousse au divorce pour la remarier à un homme riche et puissant, de dix-sept ans son aîné.

La jeune femme — elle a à peine dix-sept ans lors de ces nouvelles épousailles, séquestrée et écrasée par un univers implacable, met tout en œuvre pour s'échapper et fuir son pays.

Gisèle Halimi et toutes ses consœurs du MLF devraient lire ce livre douloureux, où elles trouveraient la description d'un monde concentrationnaire. Ce document brut est un véritable réquisitoire contre l'Islam. Une histoire tout à fait édifiante, qui s'avère être, hélas, d'une tragique banalité, là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée, en une terre de plus en plus bouleversée par l'intégrisme musulman.

Robert Laffont. 98 F

ROMAN

MUSIQUE POUR CAMÉLÉONS

de Truman Capote

Un ensemble extrêmement divers, tant par le fond que par la forme, que ce texte de ce célèbre auteur de *De sang froid*. Une vision souvent cruelle et pas toujours ragoûtante des Etats-Unis.

Gallimard. Folio nº 2134. 28,50 F

POLICIER

John Dickson Carr

Les amateurs de romans policiers sont, en cette période de vacances, particulièrement privilégiés. La célèbre collection *Le Masque* vient de rééditer coup sur coup plusieurs titres célèbres de John Dickson Carr, l'un des maîtres incontestés des meurtres apparemment impossibles, exécutés le plus souvent en une pièce ou un lieu hermétiquement clos.

Né en Pennsylvanie, John Dickson Carr est, sans conteste, le plus anglais des écrivains policiers américains. Le jeune homme, il est vrai, dévore les œuvres de *Sherlock Holmes* d'**Arthur Conan Doyle** et voue de l'admiration pour le *Père Brown*. de **G. K. Chesterton.** Ayant fait la connaissance dans une charmante histoire de Bristol avec laquelle il convole, John Dickson Carr ne tarde à aller s'installer en la blanche Albion, terre de mystère par excellence. Il trouve en effet des êtres haut en couleur qui vont nourrir son inspiration et dont il ne tarde pas à prendre pour héros. Se souvenant de ses émois de jeunesse lorsqu'il lisait la bibliothèque paternelle, les aventures du *Père Brown*, il prend G. K. Chesterton, son auteur, pour modèle et invente le personnage de **Gedeon Fell**. Quelques années plus tard, il créera un deuxième détective, **Sir Henry Merrivale,** amateur aussi placide que subtil, en se souvenant de **Winston Churchill**.

John Dickson Carr place ses deux limiers dans ses situations les plus rares. Aimant les tours de passe-passe, prisant aussi l'extraordinaire quand ce n'est pas le fantastique, il lance à ses lecteurs de véritables défis et s'ingénie à défier la raison. Ainsi, par exemple, dans *Les yeux en bandoulière*, un crime se trouve être commis devant une caméra qui tourne. En dépit d'une abondance de spectateurs et de témoins, il n'est pas aisé de découvrir le meurtrier. Dans *La maison de la terreur*, Sir Henry Merrivale se lance à la poursuite d'un insaisissable bigame meurtrier. Nombreux sont ceux qui s'accordent à penser que *Trois cercueils se refermeront* est l'œuvre la plus parfaite et la plus achevée par ses réflexions sur « les chambres closes », de cet auteur. *Le sphinx endormi* est lui un magnifique exemple de l'aisance de John Dickson Carr à glisser dans l'irrationnel en s'amusant mine de rien à faire des pirouettes ou à jouer au baladin jonglant avec le macabre ou le bizarre. Par delà leur diversité, ces livres montrent l'habileté de leur auteur. Le lecteur quant à lui a toutes les chances d'avoir le vertige et se trouve assuré d'un plaisir de qualité.



Le plus anglais des écrivains policiers américains

Voici quelques titres récemment parus :

Le Masque

- *Un coup sur la tabatière* (2033)
- *Les meurtres de la licorne* (2041)
- *Les démoniaques* (2045)
- *Le manoir de la mort* (2053).

Le club des Masques

- *Le sphinx endormi* (604)
- *La maison de la terreur* (605)
- *Trois cercueils se refermeront* (606)
- *Les yeux en bandoulière* (607).

L'AVENTURE AVEC CONRAD

Ecrivain majeur de ce XXe siècle, **Joseph Conrad** laisse, quand il meurt en 1926, une œuvre imposante se composant de treize romans, vingt-huit nouvelles et deux recueils de souvenirs de voyages.

Les éditions Gallimard ont publié dans *Folio*, leur excellente collection de livres de poche, bon nombre de ces ouvrages.

***Typhon* (416)**
***La folie Almayer* (687)**
***Les frères de la côte* (831)**
***La flèche d'or* (978)**
***Lord Jim* (1403)**
***Un paria des îles* (1436)**
***Inquiétude* (1521)**
***La Rescousse* (1660)**
***Fortune* (2061)**

On trouve aussi chez le même éditeur dans la collection *L'Imaginaire :*
***Jeunesse* suivi de *Cœur des ténèbres* (19)**
***Le nègre de Narcisse* (109)**
***Au bout du rouleau* (195)**

Musique en tête

par Claude Gaillard

CLASSIQUE

JOHANN SEBASTIAN BACH

Compact disc 1 — Prélude et Fugue en Ut Majeur. Variations canoniques sur le cantique de Noël. Messe luthérienne pour orgue.

Compact disc 2 — Messe luthérienne pour orgue (suite). Chorale *Her Jesus Christ, dich zu uns wend.* (trio) BWV 655. Chorale *Vor deinen Thron* BWV 668.

- Marie-Claire Alain aux grandes orgues Schnitger
- Date d'enregistrement : 1990
- DDD
- Erato. 2292-45.64-2 (2 CD).

« Jean-Sébastien Bach nous livre ici, souligne **Marie-Claire Alain**, la quintessence de son art. Avec une absolue maîtrise de son langage musical, il sait allier la richesse du contrepoint à l'émotion profonde, la perfection formelle fondée sur l'usage de la *Symphonie des Nombres* à l'expression théologique ». Bach compose les diverses pièces réunies sur ces deux CD, entre 1739 et 1750, année de sa mort. Importante période que celle-ci. En effet il est l'objet, à partir de 1733, d'attaques sévères lancées par un de ses anciens élèves, **Johann Adolf Scheibe**, organiste de son état et critique musical de la revue *Der Critisebe Musicus.* Celui-ci l'accuse d'être emphatique, de rechercher la difficulté pour la difficulté et de tout sacrifier à l'exercice de la dextérité. Bach, intimement blessé, refuse de participer à cette mauvaise querelle



Marie-Claire Alain

et laisse ses amis prendre sa défense. Il travaille et porte une attention extrême à achever son œuvre. Epris de perfection, il adhère en 1747 à une société savante consacrée à l'étude de l'ancienne conception mathématique de la musique.

C'est dans ce contexte que Bach termine la *Messe luthérienne pour orgue* connue aussi sous le titre : *Dogme en musique*. Cette ample composition s'organise autour des temps forts du culte luthérien à savoir *Les dix commandements*, le *Notre Père*, les *sacrements du baptême*, de *pénitence* et d'*eucharistie* avec les hymnes du *Kyrie* et du *Gloria*. Bach, en une grave méditation sur ce catéchisme, montre une audace polyphonique magistrale, un dépouillement d'une grandiose austérité, et une ampleur impressionnante. La *Messe luthérienne* divisée en trois parties, lesquelles se sous-divisent, est entièrement organisée autour d'une symbolique ternaire. Certains amateurs éclairés verront dans cette oganisation mathématique un message codé seulement accessible aux initiés. Ces commentaires intellectuels et par trop ésotériques font oublier que cette composition chantant Dieu est un authentique chef-d'œuvre. La perfection de cette *Messe* ne doit pas occulter, bien au contraire, des compositions comme le *Prélude et Fugue en ut majeur BWV 547* ou encore les *Variations canoniques sur un cantique de Noël BWV 779.*

Marie-Claire Alain donne ici aux grandes orgues Schnitger de l'église Saint-Martin de Groningue (Pays-Bas), une interprétation lumineuse. Il est vrai que les mérites de cette grande dame ne sont plus à faire et l'on est ravi d'entendre une telle présence et d'écouter un si beau jeu.

MUSIQUE D'ORGUE D'ALLEMAGNE DU NORD

Böhm/Bruhns/Lübeck

par Marie-Claire Alain

- Durée : 1 h 13
- Date d'enregistrement : 1990
- DDD
- Erato 2292 - 45 665 - 2

Avec *Musique d'orgue d'Allemagne du Nord*, les amateurs de musique sacrée se trouvent être invités à découvrir grâce à Marie-Claire Alain d'excellents organistes, tous profondément marqués par **Buxtehude**.

Bach ne tarissait pas d'éloges sur **Nicolas Bruhns** (1665-1697) et faisait étudier à ses élèves ces cinq pièces, uniques œuvres de ce compositeur mort à trente-deux ans. A ses côtés, nous découvrons les œuvres maîtresses de **Vincent Lübeck** (1656-1760). Si ces deux musiciens sont de purs représentants des « Stylus fantasticus » de l'Allemagne du Nord, **Georg Böhm** (1661-1733) n'est pas insensible aux influences musicales et aux traditions de l'Allemagne du Sud, dont **Pachelbel** est le représentant le plus célèbre.

Ce disque est, de par la qualité des interprétations et celle de la prise de son, une véritable réussite. Quel plaisir de découvrir ces musiciens allemands encore trop méconnus en France.

ÉLYSÉE...
MALAISE DANS LA TOUR DE CONTRÔLE



ORANGE

...ENCORE DES MARCHÉS FRUCTUEUX POUR LES SOCIALISTES

La ZAC de Brunette, à Orange, bénéficie actuellement de toute l'attention de la municipalité socialiste. Celle-ci envisage en effet de créer une nouvelle aire de grandes surfaces dans cette partie du centre ville.

Or, la ZAC de Continent n'a pas terminé son aménagement et de nombreux commerces y sont à la vente. La réalisation d'une nouvelle ZAC dans l'immédiat entraînerait la disparition du cmmerce de proximité dans le centre ville. C'est pourquoi il convient d'abord de rendre attractif le centre ville en laissant le temps au petit commerce d'y retrouver sa place.

Rappelons qu'une ville sans commerces devient une cité morte, c'est-à-dire le lieu de prédilection de l'insécurité et du trafic de drogue.

De plus, l'élaboration du dossier de financement de cette future zone laisse songeur. C'est pourquoi les élus FN d'Orange ont cru bon d'attirer l'attention du tribunal administratif sur ce projet. Les travaux devraient en effet être confiés à la SEMACOR, société d'économie mixte regroupant des membres de la majorité municipale et des actionnaires privés dont plusieurs banques.

Or, le dossier financier élaboré omet d'intégrer au titre des dépenses les achats de terrain déjà réalisés par la commune pour la somme de 28 144 000 F. Dépense que devrait supporter la SEMACOR comme il est de règle dans tout contrat de société.

Sur interrogation, le maire assure que la municipalité récupèrera à l'issue des travaux la jouissance des voies d'accès et des espaces verts. Or, voies et espaces verts exigent un entretien coûteux qui sera supporté par la commune, pour le plus grand bonheur des investisseurs privés.

Il faut d'ailleurs noter que la vente des terrains a commencé avant le vote du conseil municipal puisque 2,3 hectares sont vendus pour 16 300 000 F avec une jouissance de 6 hectares dont les parties non bâties seront entretenues par la commune.

Dans ce projet, la municipalité offre aux investisseurs privés un fabuleux cadeau qui représente 70 % du coût total de l'opération et réalise un véritable détournement de l'argent du contribuable. La principale motivation qui a pu pousser la municipalité socialiste dans cette voie est peut-être à chercher dans la récente législation sur le financement des partis politiques.

La loi autorise en effet désormais la déduction fiscale des dons des entreprises aux partis politiques. D'où l'intérêt pour ces mêmes partis de s'attirer les faveurs d'un certain nombre d'entrepreneurs.

En clair, plus besoin de fausses factures, les « affaires » se feront au grand jour, en parfaite légalité. Il suffira d'aménager de fructueux marchés, offerts à certaines entreprises, sous le regard bienveillant des collectivités locales. Il fallait être bien naïf pour oser penser qu'une simple loi rende le personnel politique plus vertueux. L'unique solution reste de changer de personnel.

Frédéric LŒUILLET

LA COLÈRE DES HARKIS

" NOUS NE CÈDERONS PAS "

Il s'appelle Amar Debbari. Il a 54 ans. Il a combattu dans l'Armée française de 1954 à 1963 sans jamais faillir. Blessé grièvement le 2 octobre 1958 à Bouaroussa (département d'Alger) dans les rangs du 457e Régiment de tirailleurs algériens ; sept membres de sa famille ont été assassinés — femmes, enfants et hommes — au lendemain de l'indépendance, par les nouveaux maîtres de l'Algérie. Aujourd'hui, il est membre de la coordination des harkis de France. Nous l'avons rencontré.

National Hebdo — Comment s'est passé le départ d'Algérie ?

Amar Debbari — Je suis resté en Algérie jusqu'au 3 juillet 1963, pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être des harkis, avec l'aide de certains éléments de l'armée. Nous avons réussi à les faire embarquer par bateaux entiers avec nos amis Pieds-Noirs et ce n'était pas facile. Le pouvoir en place faisait tout pour nous rendre la tâche difficile.

NH — Votre retour en France ?

AD — Tout juste débarqué à Marseille, j'ai été conduit sous bonne escorte au camp de Rivesaltes. Je m'en suis échappé pour me rendre à Nice. Grâce à **Jean Médecin** et un de mes anciens lieutenants, j'ai pu trouver un emploi. Mon ami **Rahal**, qui dirige à ce jour la coordination, m'a fait entrer à l'office de HLM. J'y suis toujours. Je suis un des rares à avoir eu de la chance (Amar Debarri gagne à l'heure actuelle *moins de cinq mille francs par mois*).

NH — Aujourd'hui, pourquoi cette révolte ?

AD — Tu me connais depuis longtemps. Tu as toujours essayé de nous aider. Les problèmes se sont accumulés au cours des années. Maintenant, ça éclate. La responsabilité ne nous appartient pas. Elle appartient aux différents gouvernements depuis trente ans. Nous, nous ne voulons qu'une seule chose, que la France nous reconnaisse comme Français d'origine. Depuis 1830, nous sommes Français. Nous avons combattu durant toutes les guerres. Nous sommes Français par le sang versé et pas par le décret **Crémieux**. Il faut qu'une fois pour toutes les élus disent s'ils nous considèrent comme des Français ou comme des "beurs".

Selon leur attitude, nous les soutiendrons aux élections ou nous les combattrons.

NH — Chirac, Mitterrand ?

AD — Ils ont mené pendant ces années le même combat : tenter de nous faire oublier, tenter de nous étouffer. Nous, nous sommes vieux, mais nos enfants ne peuvent plus supporter une telle attitude. Ils veulent que les droits de leurs pères, de leurs mères et les leurs soient enfin reconnus.

NH — C'est-à-dire ?

AD — Nous voulons surtout que nos enfants trouvent du travail, donc priorité d'emploi aux Français. Il n'est pas normal que les immigrés, quelle que soit leur provenance, aient une priorité sur nous qui sommes Français. Français musulmans certes, mais surtout Français.

NH — Vous développez le programme du FN !

AD — Peut-être, mais c'est la logique. La France a besoin de tous ses fils, musulmans, catholiques, protestants, juifs pour éviter la violence qui se prépare pour demain et que nous ne voulons pas. La violence ne sert à rien.

NH — Jean-Marie Le Pen s'est prononcé en votre faveur. Non ?

AD — Oui, mais pour le moment, ce ne sont que des mots et des mots, nous en avons assez. Nous attendons des gestes, des actes. Jean-Marie Le Pen est un des rares à pouvoir les faire. Qu'il les fasse.

NH — Vous avez été reçus, la veille du 14 Juillet, à Paris. Résultat ?

AD — Promesses, toujours promesses. Trente ans de promesses. Mais cette fois-ci, le combat ne s'arrêtera pas avant qu'un résultat soit atteint de façon concrète. Des millions de solidarité, oui, mais des millions tout de suite, pas demain, car demain, ce sera surtout pour les immigrés.

(Propos recueillis par Pierre Démaret)

MARTINE DAUGREILH : LA PÉTROLEUSE ANTI LE PEN

Depuis l'émission « Ciel mon mardi » où **Jacques Médecin** a remis à sa vraie place **Martine Daugreilh** qu'il avait douillettement installée sur son siège de député, celle qui désormais navigue sans boussole a choisi de jouer les pétroleuses outragées.

La péronnelle qui ne manque pas de culot annonce que devant la catastrophe que représenterait une municipalité niçoise dirigée par le Front National, elle sera candidate à la mairie de Nice pour barrer la route à « l'envahisseur », comme l'héroïne **Catherine Segurane** avait, en 1453, mis en fuite les Sarrazins en leur montrant son derrière.

Toujours est-il que discréditée par son bienfaiteur, et montrée du doigt par son électorat, il ne reste plus à la pauvrette que de se joindre à **Tapie** pour faire de l'affrontement direct avec **Jean-Marie Le Pen**, l'alpha et l'omega de son engagement politique.

« Ce qui est grave, déclare-t-elle candidement au journal *Le Monde*, c'est qu'il y a chez nous, y compris dans notre équipe municipale, beaucoup d'élus qui ne verraient pas d'un mauvais œil de marcher avec le Front National. »

Des noms... nous voulons des noms !

Odette MEYER



LES AMIS de NATIONAL Hebdo

RÉDACTEUR EN CHEF MICHEL COLLINOT ASSISTÉ DE MICHEL MIOT

Nous nous sommes efforcés, tout au long des semaines écoulées, de vous offrir un panorama de ce qu'était l'action des dirigeants du Front National, de son président Jean-Marie Le Pen, de son secrétaire général Carl Lang, de son délégué général Bruno Mégret. Sans oublier, pour Marie-France Stirbois, la tâche harassante de représenter à l'Assemblée quatre millions de voix françaises.

Nous vous avons relaté, dans le cadre étroit qui nous est imparti, aussi complètement que possible, ce qu'était la campagne de France menée par les responsables locaux et régionaux. Il est certain que « ça bouge ».

Cela va bouger encore davantage à la rentrée lorsque nous ne serons plus qu'à six mois des élections cantonales et régionales de 1992.

Avant cette mobilisation de tous et de chacun des amis de *NH*, nous vous souhaitons des vacances reposantes, beaucoup de soleil avant un hiver qui, sans doute, sera chaud. **M.M.**



Par Michel Collinot

Après le succès du second banquet régional des Amis de NH, en Corse, tout se précipite. Il est évident que le régime socialiste est sur son déclin. La corruption généralisée est aujourd'hui ressentie par l'immense majorité des Français.

Dès le 15 septembre, les Amis de NH reprendront leurs banquets régionaux, sous la présidence d'honneur de Marie-France Stirbois et sous la présidence effective de Me Jean-François Galvaire.

Mais d'ici là, Mitterrand et sa clique passeront de mauvais quarts d'heure.

En avant, patriotes et nationaux français ! Soutenez National Hebdo pour qu'il devienne, le 10 octobre prochain, le fer de lance de toute l'opposition nationale.

Un petit retour en arrière. A Cluses, en Haute-Savoie. Je présidais, l'autre dimanche, un méchoui pour le lancement d'un seul candidat à l'élection cantonale de mars 1992, le dynamique **Dominique Martin**. **Michel Landrivon**, le secrétaire départemental, pouvait se frotter les mains : 120 convives, dont 80 du canton, avaient fait le déplacement. La soirée fut agréable, passée avec le bureau local chez nos amis **Briffault**. Le maire de Cluses, haut en couleur, était de la fête. Il insistait, au cours d'une conférence de presse, sur le problème de l'illettrisme à l'école et sur la nécessité de mettre fin au règne de la FEN et des instituteurs de gauche qui n'enseignent plus ni à écrire, ni à parler, ni à compter.

Je ferai ici la transition, puisque j'ai passé une semaine en Corse pour le lancement de *National Hebdo* et de la campagne du président d'honneur du CAJ, **Jean-Baptiste Biaggi**. En Corse, c'est encore pire, puisque le seul enseignement qu'on offre aux étudiants de Corté est l'étude du corse, langue qui sera, bien entendu, totalement inutile demain pour le porteur de diplôme, quand il s'agira de travailler aux Etats-Unis, au Japon, au Royaume-Uni, en Afrique ou au Brésil.

Mais tout est fait, au pays des merles moqueurs, des fromages forts, des herbes ensorcelantes, du maquis, des cochons sauvages et des sangliers apprivoisés, pour transformer les Corses, qui sont des gens amicaux et susceptibles, en révoltés, en les conduisant sur des voies de garage : la langue corse en est une, le terrorisme médiatisé en est une autre, et a pour but de convaincre les continentaux de ne plus se rendre sur l'île. C'est le plan **Joxe** dans toute sa laideur. Une seule réplique à ce plan diabolique :

Passez vos vacances en Corse

Soyons clairs, le plan Joxe-Rossi (du nom du député UDF, traitre qui fut le rapporteur du projet Joxe à l'Assemblée nationale), est, en empêchant toute arrestation des membres de l'ex-FLNC, de faire peur aux continentaux, de faire effondrer le tourisme — - 40 %, cette année — qui est l'industrie principale de l'île, afin de jeter dans les bras des terroristes du FLNC une population et une jeunesse aux abois.

Un seul moyen pour mettre en échec cette stratégie digne du KGB : appeler les continentaux à prendre leurs vacances en Corse, car l'immense majorité des délits et des crimes ne sont pas politiques, mais d'origine maffieuse. C'est en mettant sur le même plan la vendetta et le terrorisme que l'on fait croire aux Français du continent à l'insécurité. Mais pendant ce temps, les touristes italiens sont de plus en plus nombreux. Que nos amis aillent donc en Corse.

Je reviendrai la semaine prochaine sur la Corse. En attendant, organisons la chaîne de l'amitié, de la solidarité. Si vous allez à Ajaccio, rendez-vous à la permanence du FN de Corse-du-Sud, ouverte l'après-midi de 14 à 18 heures, du lundi au vendredi, 7 bd Albert 1er (Tél. 95 21 66 06).

Le FN ne chôme pas, après l'immense réussite de la fête des Ticolores dans les Bouches-du-Rhône, organisée par **Bruno Mégret** et où **Le Pen** a rassemblé une foule considérable. Après ce 14 juillet parisien où **Mitterrand** est rentré à l'Elysée sous les huées de la foule, voici vers le temps des Universités d'été, le rendez-vous de la Trinité-sur Mer, le samedi 24 août, et la clôture de l'Université d'été à Beaune, le 30 août... avec un banquet de 2 000 couverts.

Le FN marche vers le pouvoir et Jean-Marie Le Pen vogue sur une vague déferlante. Tous les indicateurs sont au rouge pour la gauche et au vert pour le mouvement national.

Qu'il a raison, **Carl Lang**, lorsqu'il affirme : « Nous ne menons pas un combat politique, mais un combat historique. »

LE PROGRAMME

DU 22 AU 28 JUILLET

- Université d'été du FNJ à Neuvy-sur-Barangeon, chez **Roger Holeindre**, avec **Martial Bild**.

SAMEDI 24 AOUT

- Rentrée politique traditionnelle de **Jean-Marie Le Pen** à la Trinité-sur-Mer (Morbihan), à l'occasion d'une réunion publique, à 20 h 30, salle des Fêtes.

DU 26 AU 30 AOUT

- Université d'été du FN à Beaune, avec, le 30 août, un banquet de clôture sous la présidence de J.-M. Le Pen, le banquet des 2 000.

UN TRÉSOR DE GUERRE POUR NH

Notre souscription des Amis de National Hebdo commence à porter ses fruits.
Nous avons un objectif : le 10 octobre 1991.
Pour cette date, il nous faut lancer avec un numéro prestigieux, *NH* dans chaque librairie, y compris dans les coins les plus reculés de la France profonde.

- Augmenter la pagination, la rédaction, la mise en place.
- Couvrir la France d'affichettes
- Adresser à tous nos adhérents des autocollants et des tracts à distribuer autour de leur domicile.
- Gagner la bataille de la presse nationale

Répondez à la souscription, aidez-nous !
Grâce à votre aide, le 10 octobre, nous créerons la surprise.
NH sera partout, avec Le Pen au cœur.

ASSOCIATION DES AMIS DE NH

PRESIDENT D'HONNEUR : MARIE-FRANCE STIRBOIS
PRéSIDENT :Mᵉ JEAN-FRANÇOIS GALVAIRE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de National Hebdo à retourner à l'association 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....
Téléphone ....

Verse la somme de .... F

Il convient de rappeler que la souscription est un don et non une cotisation à l'association. D'autre part, nous demandons à chacun de nous préciser s'il souhaite voir son nom figurer dans la rubrique : « Ils nous soutiennent », ou s'il préfère ne voir mentionnées que ses initiales.

BULLETIN D'ADHÉSION

Adhésion simple : 150 F
Adhésion de soutien : 500 F
Membre bienfaiteur : 1 500 F et plus
(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de NH à retourner à l'association, 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....
Adresse ....
....
Code postal .... Ville ....
Téléphone ....

Adhère à l'Association et verse la somme de .... F

PRÉLÈVEMENT MENSUEL

Formulaire à adresser à l'Association des Amis de National Hebdo, 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

Nom,Prénom ....
Adresse ....
....
Code postal .... Ville ....
Téléphone .... Profession ....

Titulaire du compte n° ....
Nom et adresse de la Banque ....
....

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir effectuer un virement mensuel de F..................
au crédit du compte suivant :
Compte n° 000 500 34 33 3 — Clé RIB 64
Chez SG Ag WAGRAM — Code banque 30 003
Code guichet 03183

Je désire que ce virement ait lieu le .... de chaque mois,
à partir de la date suivante ....
et ce, jusqu'à nouvel avis contraire de ma part.

Fait à .... le ....

Signature

DIMANCHE 21 JUILLET A 10 H

GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

du Front National du Loiret sous la présidence de

JEAN-MARIE LE PEN

STANDS - RESTAURATION - BAR - AMUSEMENTS VARIÉS

A 11 HEURES MESSE TRADITIONELLE EN PLEIN AIR

PARTICIPATION AUX FRAIS : 30 f

Donnant droit au kir de bienvenue et au tirage de la grande tombola

RENDEZ-VOUS AU CLOS DU GUÉ L' EVÊQUE - ROUTE DE LA FORÊT ÉTANG DU GUÉ L' EVÊQUE - 45260 MONTEREAU/LORRIS

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS 38 92 30 99

ILS NOUS SOUTIENNENT (de plus en plus !!)

P.B	71240 Sennecey-le-Grd	150
H.D.	95390 St-Prix	200
H.M.	06100 Nice	100
G.M.	33120 Arcachon	100
B.L.	01600 St-Didier	100
C.H.	33120 Arcachon	100
V.C.	31700 Daux	100
E.J.	06500 Menton	150
E.D.	11000 Narbonne	300
R.H.	64010 Pau	250
L.P.	92500 Rueil	200
J.L.P.	97320 St-Laurent	150
M.M.	92700 Colombes	150
F.R.	11210 Port-la-Nouvelle	150
M.B.	83300 Draguignan	500
L.F.R.	95000 Cergy	500
D.A.	Franceville (Gabon)	500
M.P.L.	32500 Fleurance	PVT 50
P.P.	22000 St-Brieuc	500
A.L.	86000 Poitiers	200
R.V.	77300 Fontainebleau	500
L.A.	25000 Besançon	150
D.F.	75116 Paris	500
R.B.T.	06100 Nice	130
P.M.	75012 Paris	200
J.V.B.	73600 Salins	100
R.D.	70200 Lure	150
R.L.	78500 Maule	150
P.V.	18300 Sury	300
P.E.	28000 Chartres	166
R.C.	83200 Toulon	200
D.P.	30300 Beaucaire	200
R.P.	06100 Nice	150
T.J.	33460 Lamarque	750
B.A.	13005 Marseille	1 000
L.J.	06100 Nice	200
B.R.	29000 Quimper	PVT 500
S.L.	57170 Château-Salin	500
D.J.	10130 Lignières	250
M.P.	06400 Cannes	500
C.M.	40100 Dax	100
L.B.E.	36150 Vatan	300
C.W.	30100 Alès	100
A.S.	57370 Phalsbourg	300
G.B.	38000 Grenoble	300
B.F.	17100 Saintes	PVT 50
C.G.	Rabat	200
A.F.	57000 Metz	150
D.I.	57000 Metz	100
V.J.	46600 Martel	500
S.J.	St Servais (Suisse)	500
C.R.	13012 Marseille	PVT 60
L.J.	17000 La Rochelle	350
M.J.	33400 Talence	500
B.B.	30700 Uzès	150
S.A.	01350 Culoz	50
R.M.	38420 Domene	200
J.S.	91240 St-Michel-sur-Orge	150
P.N.	13011 Marseille	300
F.L.	29300 Baye	200
J.N.	70800 St-Loup	500
P.R.	83560 Ginasservis	200
P.R.	06530 Peymeinade	250
F.B.	75006 Paris	200
S.J.	75008 Paris	1 000
F.G.	94700 Maisons-Alfort	200
A.L.	13240 Septemes	1 000
D.P.	13800 Istres	500
B.A.	34440 Colombiers	100
P.J.	13003 Marseille	50
J.J.	95130 Franconville	500
D.M.	75015 Paris	250

FN 50

Dimanche 28 juillet, à la salle des Fêtes de Nicorps (3 km au sud de Coutances), déjeuner-débat avec Mᴱ **Georges-Paul Wagner** sur le thème : "Le FN et le Justice". Présence de **Fernand Le Rachinel**, conseiller général de la Manche et conseiller régional de Basse-Normandie.

Renseignements et réservations (120 F par personne - jeunes : 60 F) : FN 50 - BP 428 - 50304 Avranches. Tél. Henri Cheval, secrétaire fédéral : 33 58 21 83.

COMMUNIQUÉ DE LA RADIO DU SACRÉ-CŒUR

Dans la chaleur de l'été, le travail continue... et se révèle fructueux. Nous sommes ainsi heureux de vous annoncer la naissance de notre service télématique **3614 CHEZ * RSC** qui permet d'avoir la liste de près de soixante cassettes d'émissions produites par notre radio sur divers domaines allant de la théologie à la politique nationale ou internationale, en passant par l'histoire, la culture, la civilisation etc.

Radio du Sacré-Cœur RSC, 95.3 MF - 77880 Grèz-sur-Loing. Tél. (16-1) 64 45 60 57

PETITES ANNONCES

- Militante FN cherche à louer pavil. F3 Reims (51) ou alentour. Ecrire au journal (Réf. 365.01)
- Ecole second. priv. région paris. rech. pr rentrée septembre 91 prof. Sc. Nat., Français et Philo. Ecrire et envoyer CV au journal (Réf. 365.02).
- Militaire FN, 43 ans, 15 ans chef-magasin. adminis. des ventes, cherche emploi sur Paris ou R.P. de préf. Accepte ttes propositions. Ecrire au journal. (Réf. 365.03)

Médecin généraliste, 30 ans, sérieux, cherche succession Paris secteur 1 pour 1992. Présentation à la clientèle ou travail en collaboration souhaité. Ecrire au journal (Réf. 358.01)

A NOS ABONNÉS

Les changements d'adresse, provisoires ou permanents, représentent une opération coûteuse. Nous serons donc contraints de facturer 30 F chaque changement. Merci d'avance de votre compréhension. **N.H.**

Tarifs TTC la ligne de 30 signes ou espaces

Demande d'emploi	**15 F**
Offre d'emploi	**22 F**
Immobilier	**30 F**
Divers	**18 F**
Commercial	**30 F**
Encadré	**30 F**
Domiciliation au journal	**30 F**

Dialogue... DE VOUS A NOUS

DES FRANÇAIS EN DANGER

de S. M.
Abidjan

En raison de l'insécurité grandissante, la communauté française de la Côte d'Ivoire vit dans une inquiétude permanente.

Selon notre ambassade, il ne restera plus dans les mois prochains, approximativement, que neuf mille résidents français en Côte d'Ivoire tant l'exode s'accentue de nos compatriotes pris de panique et poussés par les événements : un millier de départs définitifs prévus ou en cours.

Or, très froidement, en juin dernier, le ministre de la Coopération, Mme **Avice**, lors d'un bref séjour ivoirien, a répondu à des Français qui lui faisaient part de leurs alarmes, qu'elle *« n'était pas venue à Abidjan pour traiter du problème de la sécurité des Français »*. Et cela, le soir même des obsèques de Mme **Merle**, 55 ans, morte assassinée en présence de son mari qui n'a pu intervenir.

Aussi, est-ce avec effarement que nous avons entendu à la télévision ivoirienne le compte rendu de la conférence de presse de Mme Avice — laquelle se déclarait satisfaite de l'action des autorités ivoiriennes pour la sécurité, domaine dans lequel, disait-elle, "un grand effort" a été fait.

Si "grand" qu'il ne se passe plus une semaine sans qu'un de nos compatriotes ne soit agressé ou tué, ou une Française attaquée, frappée — quelquefois violée – ses enfants menacés par une arme blanche ou à feu.

Alors, nous nous interrogeons.

A quel prix faudra-t-il acheter notre sécurité quand l'aide de la France à la Côte d'Ivoire se chiffre par centaines de milliards — c'est-à-dire l'aide des contribuables de chez nous, parmi lesquels nos familles.

... De "chez nous", où sont "chez eux", comme l'a affirmé le président **Mitterrand**, les étrangers émigrés. Donc, bien entendu, les Africains et les Nord-Africains dont je constate, à chacun de mes séjours en France, la présence croissante. A un point tel qu'il m'arrive de me demander si j'ai réellement changé de continent (...)

POUR N H

de F. F.
22000 Lannion

National Hebdo sans frontière... Jusqu'en Irlande, à Bantry *National Hebdo* porte la bonne parole au détriment de Mme Cresson. Tant mieux.

Bonnes vacances et salutations nationales.



de R. T.
80300 Albert

Ci-joint un chèque de réabonnement à *National Hebdo*, que j'ai dû vous faire attendre car nos moyens sont modestes. Que nous resterait-il si nous n'avions pas votre journal, face au crapulat socialiste qui ruine chaque jour un peu plus bon nombre de professions ? Je joins à cette lettre un autre chèque, montant de mon adhésion à l'Association des Amis de National Hebdo. Nous avons choisi de ne plus nous abonner à *Télé 7 jours*, nettement anti-Le Pen et prenons un programme TV à 2 F. L'économie réalisée va à *National Hebdo*. Il faut que chaque militant vous vienne en aide et prenne conscience qu'il doit tout faire pour votre réussite. Bon courage chers amis.

L'OR

de Jean-Noël V.
50440 Beaumont-Hague

Nous vivons une époque très instable qui peut déboucher sur un avenir catastrophique : immigration (en Europe et aux Etats-Unis), problèmes des retraites, Sida etc.

Le besoin d'avoir une valeur (économique) refuge s'impose, mais elle n'existe plus.

En effet, l'or est traité comme une valeur boursière et semble évoluer de concert avec elle. Il semblerait que ceux qui maîtrisent la Bourse soient parvenus à maîtriser l'or. Ceux qui maîtrisent la Bourse et les banques nous tiennent à leur merci, et, à travers ces moyens, nous obligent (et nous obligeront) à leur obéir (gouvernement mondial, plus ou moins occulte à ce jour). Nous devons y résister. Pour cela, il nous faut des valeurs refuges économiques (et spirituelles, bien sûr).

Ecartons tout ce qui est papier (billets, actions, actes notariés, etc.) car cela peut être réduit à néant facilement. Pourquoi ne pas revenir à l'or ? En effet, il suffirait qu'un nombre important de personnes (les électeurs du Front National par exemple) achètent seulement une pièce d'or, mais le fasse tous les ans, pour faire monter le cours de l'or d'une façon durable (et cela permettrait aux Français de thésauriser).

NDLR. Transmis à notre spécialiste financier

INSÉCURITÉ

de Roland C.
71200 Le Creusot

Je reçois ce jour votre demande de réabonnement et vous adresse par retour un chèque de 500 F, car *National Hebdo* est un bon moyen d'apprendre la vérité et combattre la désinformation.

Aussitôt lu, votre journal passe dans d'autres mains, afin de vous faire connaître.

Si Le Creusot n'est pas à comparer avec Mantes-la-Jolie, ou Vaux-en-Velin, il y règne également l'insécurité : vol de voitures dans les parkings de résidences privées, drogue dans la banlieue de Torcy avec, pour la deuxième fois, des incendies de voitures. La première fois, un petit article dans la presse régionale, la seconde, rien : c'est tellement banal.

Aussi, on ressent dans la population un certain ras-le-bol. Les gens disent tout haut ce qu'ils pensaient tout bas il y a peu de temps.et n'ont pas peur de parler de **J.-M. Le Pen**.

NATIONAL Hebdo

Hebdomadaire d'informations nationales

Directeur de la publication : **Roland Gaucher**
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
Tél : **47.70.68.16** Télécopieur : **47.70.68.19**

RÉDACTION

Directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Le Journal d'un homme libre : François Brigneau
Le Journal d'un Méridional : + Gabriel Domenech
Rédacteur en chef : Jean Bourdier
Rédacteurs en chef adjoints : Jean-Claude Lauret - Eric Laffitte
Grandes enquêtes : Eric Laffitte
Politique : Michel Collinot, Michel Miot, Michel Roland, , Valterus, Yves de Verdilhac
Reportages : Marie-Claire Roy, Eric Sretten
Douce France : Eric Laffitte
Défense des Français : Pierre Descaves, Dr Perenna, René Duval, Raphaël Trigal
Lettre : Jean-Claude Lauret, Jean Mabire

Musique : Claude Gaillard
Télévision : Mathilde Cruz, Topoline
Finances : Georges Lauret
Cinéma :Célina Courtinat
Chroniques : Henry Coston, Jean Mabire, Célina Courtinat, Topoline, Jean Nouyrigat
Dessins : Pinatel, Aramis, Konk
Secrétariat de Rédaction : Emmanuel Cazenac
Maquettistes : Philippe Malbret, Umberto Kempner
Révision : Michel Miot
Service photo : Emmanuel Cazenac

SUPPLÉMENTS

SPECIAL PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Rédacteur en chef : Pierre Démaret
Rédacteurs : Frédéric Loeuillet, Jacques Bouisset, Samuel Maréchal
Photos : Gérard Reilhac, André Devesa

LES AMIS DE NATIONAL HEBDO

Rédacteur en chef : Michel Collinot
Rédacteur en chef adjoint : Michel Miot
(ça bouge à droite)

ADMINISTRATION

Promotion : Lionel Payet
Abonnements : Mireille Muller.
Pub et relations presse : Valérie Delahaye
Comptabilité : Viviane Dubot
Secrétariat : Michèle Bonnot, Isabelle Viel.
Documentation : Elisabeth Bakhmeteff

TRIBUNES LIBRES ET DOSSIERS

Directeur de la publication.
directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Secretaire General : Lionel Payet
Assistante : Marie-Claire Roy
Maquettiste : Stéphane Le Brieuc
Révision : Nicole Dupaty
Société éditrice : SANH
S.A au capital de 625 000 F durée : 99 ans à partir du 1/1/88
Siège social : 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
PDG : **Roland GAUCHER**
Commission paritaire : 63066
ISNN : 0761-8972
APE : 5120- SIRET : 344 140 322 00027
CCP 352 913 G PARIS
Tirage : 100 000 exemplaires
Imprimerie Sipnor Massy
Dépôt légal :

...avec nos lecteurs

TIERS-MONDISATION

de Michel L.
78300 Poissy

J'ai été le seul enseignant, avec trois secrétaires du bureau, à manifester pour rendre hommage à **Marie-Christine Baillet**.

Un collègue d'origine marocaine, oncle d'Aïssa Hich, est chargé de l'intégration dans le district de Mantes. Resté quatorze jours absent, il a violemment reproché à notre proviseur d'avoir rendu compte au recteur de cette absence injustifiée. Il est très lié avec un enseignant, ancien porteur de valises du FLN, qui a suscité une pétition en sa faveur.

Voilà le résultat de dix ans de propagande socialiste pour le métissage et la "France des potes" (affiches sur les murs de Paris, publicités sur les enfants, etc.). Quand la foule manifeste à Alger, Casablanca ou Marrakech, l'armée tire dans le tas à l'arme lourde. Ici, ces messieurs sont intouchables. Gare au Français qui oserait leur rabattre le caquet.

La "tiers-mondisation" entraîne la "clochardisation" de l'Ile-de-France, jadis si belle. Cela est visible à la gare de Poissy, à la station RER des Halles, dans les jardins publics du Châtelet et des Halles. Des désœuvrés, Arabes, Noirs ou Turcs, y passent leurs journées à fumer, cracher par terre, quand ils ne bafouent pas les règles les plus élémentaires de la propreté et de l'hygiène.

J'ajoute que les millions jetés par les fenêtres pour offrir des loisirs aux "Blacks" et aux "Beurs" sont une insulte aux milliers de retraités qui, comme ma mère, perçoivent une somme dérisoire après une vie de travail pénible.

PLUS VITE !

de **M.J. M.**
69000 Lyon

J'arrive à la traîne, mais le cœur y est.

Bon courage à tous. Le combat est rude. Heureusement, vous êtes là pour nous soutenir le moral.

Un conseil à tous les Nationaux : cet été, passez à l'ombre, sinon, vous aurez droit aux charters de la mère Cresson. La chasse est ouverte !

Bien amicalemen et surtout, Le Pen vite, toujours plus vite !

DES BAVEUX...

de E. D.
93290 Vert Galant

« Les petits ruisseaux forment les grandes rivières ». Vieil adage, bien connu de nos anciens. Mon modeste soutien, outre une sympathie évidente de la part d'un réréabonné, exprime le souhait de voir *National Hebdo* devenir l'hebdomadaire de la Nation française. Le pays profond dans lequel plongent nos racines fut fondé, il y a beau temps, par des peuplades diverses (de cela se servent certains baveux pour justifier l'invasion qu'ils ont provoquée et qu'ils encouragent par tous les moyens à leur disposition et surtout avec notre argent) mais au fil des siècles, c'est d'un même sang — ô combien généreux — qu'elles ont défendu sa terre, son honneur et sa grandeur (...)

LES "COCOS" ET LA GUERRE CIVILE

de Jean W.
46130 Meung-sur-Loire

L'article politique visé en objet, de Valterus, m'a beaucoup intéressé.

Il n'est pas douteux que l'extension de violences en France jusqu'à une guerre inter-ethnique ne laisserait pas le PCF indifférent.

Les bases révolutionnaires que constitueraient les municipalités communistes, la CGT, les comités d'entreprises importantes, les universités, etc. enverraient dans la rue beaucoup de "monde" aux côtés du PS et des organisations anti-racistes.

Il ne faut pas, en outre, oublier que les ministres communistes ont placé dans les ministères qu'ils ont occupés de 1982 à 1984 un grand nombre de fonctionnaires militants, lesquels ne cesseront, pendant 25 ans, d'informer fidèlement la place du Colonel Fabien de tout ce qui leur passera entre les mains, notamment au ministère des Transports qu'ils pourraient fort bien bloquer.



Tapie: moins médiatique en Suisse qu' en France

TAPIE

de Gérard B.
74100 Annemasse

J'ai lu récemment que *National Hebdo* avait été condamné pour diffamation envers monsieur **Tapie**. J'ai assisté à une émission télévisée consacrée à ce monsieur, sur une chaîne étrangère, bien sûr. Cette émission se nomme ECHO, c'est le magazine économique de la télévision suisse romande. Le 26 juin, en soirée, les journalistes nous ont expliqué avec témoignages humains et preuves écrites à l'appui, les secrets de la réussite de M. Tapie, basée sur des méthodes douteuses, protégées par des appuis politiques (affaires Terraillon, Paccard).

AMIS DE NH

M. Henri Roux
83370 Saint-Aygulf

Etant tout à fait conscient que vous ne bénéficiez d'aucune aide, subvention etc. mais que, bien au contraire, le pouvoir, les médias et j'en passe, font tout pour vous brimer, je vous apporte ma modeste contribution car je tiens avant tout à ce que notre journal VIVE, et nous apporte chaque semaine la bonne parole.

En conséquence, je vous remets ci-joint la somme de 250 F, se répartissant comme suit:

- souscriptionpermanente: 100F
- bulletin d'adhésion : 150 F

Dans votre rubrique "Ils nous soutiennent", vous pouvez faire figurer mon nom car je ne suis absolument pas géné par le fait que mes relations ou mon voisinage sachent quelles sont mes idées. Je ne m'en cache absolument, bien au contraire.

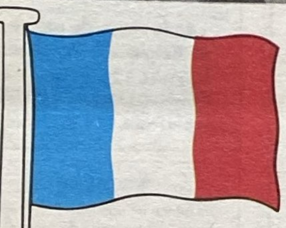
QUAND LE DIABLE PORTE PIERRE...

de Mme F. P.
74500 Evian

Je vous prie de bien vouloir m'envoyer un exemplaire de *National Hebdo* relatant le scandale des hémophiles. Je pense que ce doit être le numéro 359 du 6 juin 1991.

Je voudrais convaincre des amis qui pensent que c'est une invention de **Le Pen**. Vous voyez jusqu'où va, hélas, la diabolisation du Front National.

En dépit du mistral la foule



FÊTE DES TRICOLORES

à Meynargues (Bouches du Rhône)

Malgré la tentative du maire CDS de Meyrargues de faire interdire la fête des tricolores organisée dans la région Provence à l'initiative de **Bruno Mégret**, ils étaient venus plus de 15 000 des Alpes Maritimes, du Var, des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, les Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes pour vivre cette journée de l'amitié, tant il est vrai que le Front National est une grande famille.

Plus de cent stands participaient à l'animation avec notamment celui de *National Hebdo* que dirigeait, au côté de notre équipe régionale, **Valérie Delahaye**. Nous pouvons dire, sans forfaiterie, qu'il a connu un beau succès.



Au stand Provence-Alpes-Cote d'Azur, Jean-Marie Le Pen et notre ami Pierre Démaret

Fête des Tricolores organisée de main de maître ou presque dans des conditions climatiques difficiles par le secrétaire départemental des Bouches-du-Rhône, **Maurice Gros**.

Le point d'orgue, comme d'habitude, fut le meeting politique. Bruno Mégret appelant à la mobilisation générale dans le combat qui se prépare pour mars 1992 dans cette région que nous pouvons et devons conquérir. Etape capitale sur la route de la prise du pouvoir dans toute la France.

Le Pen candidat ?

Cette fête était l'occasion rêvée de connaître l'intention que l'on prête à **Jean-Marie Le Pen** de se présenter comme tête de liste dans les Alpes-Maritimes. **Max Baeza**, le président du groupe FN au conseil régional, lui a lancé un appel solennel au nom de tous les élus, notamment **Albert Peyron** et **Jacques Peyrat**, anciens députés, pour que ce soit le cas.

Jean-Marie Le Pen, avec cet art de l'esquive qui fait une partie de son charme, a décidé que le suspense allait se poursuivre. Il y réfléchit, mais n'a pas encore pris de décision définitive. Rendez-vous donc en septembre à Nice lors de la grande réunion prévue. Mais déjà notre petit doigt nous dit que...

Pierre DÉMARET



Jean-Marie... on ne s'en lasse pas

